

E DITO

C'est sûr, il faut se débarrasser de certaines bandes qui nous pourrissent la vie. Mais ceux qui nous gouvernent n'envoient pas la question de la même façon que nous. Pour l'ancien ministre de la répression devenu monarque (On constate chaque jour que que cette V^e république est bien une monarchie élective de moins en moins tempérée par des institutions alibi), les bandes dont il faut se débarrasser sont d'abord celles des jeunes des banlieues – évidemment tous délinquants potentiels, sauf une petite élite intellectuelle qui intégrera l'ENA ou d'autres grandes écoles pour servir la politique de la diversité. En dessous de ce niveau, tout suspect, en particulier s'il est plus ou moins basané, peut être malmené en toute impunité par les forces du désordre; elles ne risquent rien.

Un hebdomadaire relevait que depuis que l'agité de l'Elysée est en charge de la police en tant que premier flic de France puis en tant que président, il y a eu 17 lois destinées à renforcer la sécurité publique. Les autres n'auraient donc servi à rien pour qu'il en faille une dix-huitième contre les « bandes organisées »? Evidemment, tous ceux qui subissent les rigueurs de ces lois savent bien qu'elles sont appliquées. Mais ces lois ont aussi une vertu essentielle sur le plan électoral : elles ont permis, en reprenant le discours sécuritaire de Le Pen de regonfler la droite pour la ramener au pouvoir. En ces temps de tensions sociales et de veille d'élections (même si ce ne sont que les européennes et qu'une grande partie de l'électorat s'en contrefiche), il était nécessaire de donner encore un petit coup de serrage de boulons pour regonfler les scores dans les sondages.

Surtout que, même si les délinquants des banlieues sont une priorité, le super-flic a sacrément de boulot avec des tas d'autres racailles. Car les bandes, ce sont aussi celles des travailleurs malmenés par « la crise » qui n'acceptent plus de subir en silence et aller tranquillement s'inscrire à l'ANPE, pardon, Pôle Emploi (PE? Peuh!). Il est intolérable pour le chef, le premier ministre, le ministre de l'esclavage salarié, le ministre de la répression et la patronne des patrons que ces salariés en colère retiennent des cadres ou des dirigeants, occupent leur boîte, interrompent la circulation, coupent l'électricité, ne distribuent plus le courrier ou saccagent une sous-préfecture. Pour nos gouvernants, il serait bien plus sage qu'ils attendent docilement la prochaine manifestation prévue par les dirigeants syndicaux qui eux, au moins, savent se tenir à la table des négociations et ont le sens des responsabilités.

Et puis, il y a aussi tous ces jeunes, ces minorités d'étudiants et de profs qui bloquent les universités pour le plaisir de faire rater leurs examens aux « vrais » étudiants bien sages qui ont compris que la réforme était bonne. Il est nécessaire de mater ces bandes, à la fois par les expulsions un peu musclées de locaux occupés mais aussi en jouant sur leur épuisement dans la durée : leur resservir régulièrement la même soupe à la grimace en leur assurant que la recette a été modifiée, dans le détail, certes mais il est quand même nécessaire de garder l'ingrédient essentiel de

l'autonomie des universités. Cela ressemble au sketch de Fernand Raynaud sur les croissants : « Vous ne voulez pas de la loi sur l'autonomie des universités ? D'accord, on revient sur le mode de notation des enseignants chercheurs et vous avalez la loi... ». Et pendant ce temps on fait un enfant dans le dos des universités publiques : Le chanoine de Latran qui nous gouverne vient de signer un décret préparé par le ministre étranger aux affaires de droits de l'homme et le Vatican accordant une reconnaissance automatique de tous les diplômes des universités ou établissements supérieurs cathos.

On ne s'étendra pas ici sur toutes ces bandes de racailles soi-disant pacifistes, tiers-mondistes, alternatifs. Qu'ils soient non violents ou offensifs, vous verrez dans le dossier de ce numéro tous les efforts qu'ont coûté à la sinistre de la répression la protection de la bonne ville de Strasbourg assiégée par ces hordes de vandales. Au delà de l'aspect spectaculaire de la répression, symptomatique de l'état d'esprit de nos dirigeants, il ne faut pas oublier que pour de nombreuses personnes, c'est quotidienne-

Nos bandes et les leurs

ment qu'est subie la violence de ces autres bandes armées et casquées, parfois cagoulées qui agissent au nom de la loi et l'ordre. Ce sont les sans papiers pourchassés sous le commandement du ministre des expulsions, en particulier lorsqu'ils se regroupent comme dans le Pas de Calais. Ce sont toutes les personnes retenues dans les centres de rétention administrative qui, par la grâce de l'harmonisation européenne auront le plaisir de pouvoir rester plus longtemps sur le sol

français, enfermés pour le seul délit de chercher une vie meilleure. Ce sont les détenus entassés de plus en plus nombreux (comme quoi les lois répressives ont bien les effets escomptés) dans des prisons toujours insalubres. Ce sont tous les manifestants, les militants associatifs, les personnes cherchant simplement à construire leur vie à leur façon, en dehors des sentiers battus : harcelés par des tracasseries, des mesquineries, condamnés pour des délits mineurs mais surtout menacés en permanence pour les actions faisant partie de leur vie.

Pour nos gouvernants, la solidarité dans la vie quotidienne et plus encore dans les luttes devient un délit. Ce qui est rassurant aujourd'hui c'est que globalement, malgré et sans doute à cause de la répression, on assiste à un renforcement des luttes et des solidarités. Oh bien sûr, ce n'est pas demain la veille du grand soir, mais c'est petit à petit que se tissent les liens, les résistances, que se discutent les chemins à parcourir. Dans les discours aussi s'affirment les volontés des gens ordinaires de se débarrasser de toutes les bandes de nuisibles : les patrons qui nous tondent la laine sur le dos, les dirigeants syndicaux qui assurent le ronronnement de la paix sociale, les médias aux ordres qui nous bourrent le mou, les gouvernants qui nous répriment et les politocards qui veulent être calife à la place du calife... Pour se débarrasser de toutes ces bandes de parasites, pas besoin d'une énième loi, parlons nous et retrouvons nos manches...

Limoges, 25 avril

Strasbourg Après la récréation, la répression !

Nous écrivions dans le dernier Courant Alternatif à propos de la répression lors du contre-sommet de l'OTAN à Strasbourg qu'elle avait eu numériquement moins d'ampleur que l'Etat aurait pu le souhaiter. Mais pour ceux qui ont eu l'infortune d'être traînés devant les tribunaux, même si les faits reprochés étaient légers ou manifestement fabriqués, le glaive a été sans appel. Alliot-Marie et Sarkozy avaient demandé des corps menottés et enfermés. La justice, en bon serviteur zélé, a offert aux maîtres ce qu'ils et elles voulaient.

Fin avril, la Medical Team et la Legal Team publiaient un communiqué visant à chiffrer la répression. 464 interpellations ont été confirmées. 1700 appels téléphoniques concernant des faits de répression ont été enregistrés à la Legal Team. 690 personnes ont été signalées retrouvées après une disparition, une interpellation ou une hospitalisation. Plus d'un millier de personnes ont bénéficié des soins de la Medical Team lors de la manifestation du samedi 4 avril, etc. Ce bilan montre bien la volonté de réprimer l'ensemble du mouvement de protestation contre l'OTAN, tel un dressage politique qui a pour finalité de décourager par la peur toute mobilisation qui contredirait les politiques des ogres de la planète. A ce titre, les manifestations de Strasbourg ont vécu la même terreur policière que les manifestantEs de Gênes en 2001, les bavures du corps-à-corps en moins.

Procès en comparution immédiate

Ceux qui passèrent en comparution immédiate, les lundi 5 et mardi 6 avril, « bénéficièrent » d'une véritable ambiance de lynchage. Tous les médias (y compris ceux de gauche) titraient sur « les procès des casseurs » ou des « incendiaires ». Aucun ne soulevait que l'ensemble des personnes qui passaient en procès l'étaient pour des intentions qu'on leur prêtait, et très peu pour des actes. Et quand cela l'était, de toute évidence, ces actes n'étaient corroborés que par des policiers à la superbe vue et dans des situations matériellement singulières.

La quasi-totalité des interpellés avait été rattissée en marge de la manifestation ou du village, qui avec une fronde dans le sac, qui avec des pierres dans la poche, qui avec un couteau suisse sur lui... C'était bien alors une justice de lampistes qui s'abattait sur eux. Derrière les événements spectaculaires qu'avait connus le contre-sommet, le pouvoir droit dans ces bottes, avec la ferme

volonté très actuelle de montrer que la police est d'une efficacité dominante, n'avait d'autre choix que de condamner ce qu'il avait sous la main afin de ne pas rendre visible la petite Bérézina qu'il avait subie et les multiples cafouillages d'arrogance dont la police avait fait preuve.

De telles situations devraient faire perdre les dernières croyances à celles et ceux qui pensent encore que la justice s'établit sur des faits et sur le « droit ». La justice d'Etat distribua des condamnations au forfait : trois mois de prison avec sursis pour les Strasbourgeois « lambda » et six mois fermes pour les personnes de nationalité allemande, présentées comme les membres de cette « horde de Black Blocs » venus d'outre-Rhin. Outré par sa condamnation, un inculpé protesta verbalement, ce qui fut suivi par quelques grondements dans la salle. Il n'en fallait pas moins pour que le président du tribunal fasse son numéro de chef de la maison en ce jour médiatique en faisant expulser spectaculairement la salle par la police.

Le scénario judiciaire était si bien huilé que le lendemain mardi amenait en comparution immédiate des personnes que le pouvoir ne voulait pas présenter comme des manifestants « ordinaires », mais contre qui il fallait montrer la même intransigeance, si ce n'est avec un forfait différent. Un Strasbourgeois qui visiblement avait plus besoin d'attention médicale que de prison prenait un an ferme pour avoir mordu un policier alors qu'il était atteint de la maladie du sida. Un jeune du quartier populaire du Neuhof voyait son procès repoussé à plus d'un mois, car les flics n'avaient pu se constituer partie civile après qu'il avait été accusé d'avoir prêté un briquet à un mineur qui aurait lancé un pétard sur le gendarme en train de filmer les manifestants. Le procureur ayant requis jusqu'à dix-huit mois de prison ferme, il restera incarcéré à la prison locale, celle de l'Elsau, en attendant son procès.

La prison pour ceux qui refusent la comparution immédiate

Les quatre personnes qui refusèrent leur comparution immédiate furent automatiquement mises sous mandat de dépôt et incarcérées. La comparution immédiate ne permet aucunement de préparer une défense, de laisser au moins le temps à l'avocat de vérifier la régularité de la procédure et de chercher des éléments à décharge pour le prévenu. La comparution immédiate est quasi automatique dans les procédures pénales, et la refuser est souvent sanctionné par la mise en détention. C'est ainsi que ce chantage s'effectue : accepter une justice expéditive sans réel moyen de se défendre comme seul moyen de sortir libre. Dans la justice des affaires (justice des riches), il n'y a pas de comparution immédiate, mais il y en a dans les procédures pénales (justice des pauvres), c'est cela aussi la justice de classe !

Une personne de nationalité allemande accusée d'avoir jeté des pierres sur la police et d'avoir blessé un policier lors de son arrestation refusa la comparution immédiate, ainsi que trois Tourangeaux arrêtés sur le parking d'un hypermarché pour avoir acheté (même pas volé !) du white spirit et une serpillière.

Les procès du 5 mai

Les deux affaires furent donc jugées s un mois après le 5 mai dernier, dans l'après-midi. Le matin, une autre personne avait comparu libre pour détention d'un couteau. Ressortie libre, le délibéré sera donné le 25 juin prochain. Une centaine de personnes étaient venues à midi au rendez-vous du casse-croûte solidaire organisé pour soutenir les inculpés. Seule une vingtaine d'entre elles fut autorisée à entrer dans le tribunal, et celles et ceux qui en sortaient ne pouvaient plus y rentrer ensuite. Les audiences durèrent tout l'après-midi et le délibéré fut donné en début de soirée.

Les trois Tourangeaux furent libérés après qu'une des multiples nullités soulevées par les avocats de la Legal Team eut été retenue. Sur le fond, la défense appuya sur le fait que l'intention n'était pas caractérisée. En effet, ce n'est que depuis la dernière loi sur la prévention de la délinquance qu'on peut poursuivre un individu sur une intention. Encore faudrait-il que cette intention soit caractérisée. Ce n'est pas parce qu'on achète du white spirit et une serpillière qu'on va lancer un cocktail Molotov. Il faut

au moins le fabriquer pour ensuite le lancer. Le parquet, avec acharnement, a rectifié la nullité et, le 22 juin prochain, ils se présenteront une troisième fois devant leurs juges.

La personne de nationalité allemande prit le forfait de six mois que sa nationalité semble ordonner dans les procès des « anti-OTAN ». C'est ce qu'avait demandé le procureur pour jet de pierre et violence à agent. Le jet de pierre avait été corroboré par trois policiers qui l'auraient identifié à 150 mètres, sous un pluie de caillasses : « pantalon beige, sweat noir, cheveux blonds légèrement rasé sur les côtés ». A 150 mètres, trois flics qui font la même description, ils auraient dû jouer au loto ! La violence à agent ne fut au final pas retenue car le flic avait déposé qu'il s'était lui-même cassé le poignet en glissant ! Si c'est lui qui le dit... Si bien que les six mois requis par le procureur pour les deux délits se sont transformés en six mois pour un seul chef d'inculpation : quand on vous dit que c'est de la justice au forfait !

Pendant toute l'audience, ce qui fut manifeste fut la germanophobie qui entourait l'ensemble des procès de personnes de nationalité allemande. Les traductions furent bâclées, voire inexactes, si bien qu'à aucun moment elles ne comprirent vraiment ce qui se déroulait et ce qui se disait. C'était pire que de l'abattage, c'était de la haine ! On sortit même pour un garçon le témoignage d'une assistante sociale qui avait certifié que celui-ci lui aurait avoué avoir jeté des pierres. Ce qu'il nia évidemment. Mais on n'avait ici que faire de la « recherche de la vérité » ou de la déontologie très douteuse de cette assistante sociale...

Condamnation des jeunes de quartier

Il fallut faire un exemple. Et cela tomba sur lui. Il aurait prêté son briquet à un mineur qui avait jeté de l'arrière de son scooter un pétard sur un gendarme en train de filmer les manifestantEs. L'année de prison ferme correspondait au forfait des six mois pour les « anti-OTAN » plus six mois quand on vient d'un quartier populaire. C'est cela, la justice coloniale ! Il n'y a en effet rien de nouveau à voir : les habitantEs des quartiers populaires sont plus lourdement condamnéEs que « les autres ». D'autant que lors des manifestations contre l'OTAN les habitantEs des quartiers périphériques ont sympathiquement participé à de nombreuses initiatives. Mais ces quartiers, surtout celui du Neuhof qui bordait les alentours du village « autogéré », ont connu dans les semaines qui ont suivi les événements une véritable répression. Des dizaines de personnes se sont retrouvées ainsi devant les tribunaux pour conduite sans permis,



refus d'obtempérer, conduite sans casque... La plupart de ces personnes avaient participé aux manifestations, notamment quand celles-ci étaient dans leur quartier. La présence policière massive qui a suivi le sommet de l'OTAN et la recherche de quelques personnes « bien connues » ont permis à la répression de se faire en catimini, loin des projecteurs qui étaient sur les « vrais » manifestants.

Bilan « partiel » de la Legal Team

La mise en place d'une équipe organisant le soutien juridique semble inévitable lors de telles manifestations, car la répression est la seule réponse que donne le pouvoir quand on le conteste. Et l'analyse de notre période porte à croire que cela va l'être de plus en plus pour l'ensemble des mouvements sociaux. Certes, il faudra discuter de l'opportunité politique de tels rassemblements, qui débouchent sur une telle dépense d'énergie pour des finalités politiques assez floues. Mais, plus que de pouvoir répondre à la répression, l'existence d'une « Legal Team » permet de répandre dans les luttes un doux air de solidarité qui rompt avec l'individualisme, y compris celui que l'on peut sentir parfois dans nos luttes. Rendre le possible collectivement, être solidaires de toutes les personnes, quels que soient les moyens d'action qu'ils et elles ont choisis, rompre avec l'idéologie du jugement sont des moteurs palpables de la solidarité – qui va bien plus loin que sa seule évocation dans les manifestations ou sur les tracts bien ronnflants.

Mais il n'y a pas de modèle type pour organiser l'entraide face à la justice. Ce qui a été essayé à Strasbourg est la continuation de ce qui l'a précédé, comme ce qui précédera tentera de ne pas refaire ce qui n'a pas

fonctionné, mais pourra reproduire ce qui semble avoir marché.

Ainsi la diffusion massive et visible d'un pense-bête juridique et d'un guide, outre leur contenu, a permis à chacune et chacun de savoir que face à la répression la solidarité s'était structurée antérieurement. Mais, stratégiquement, comme le droit en France n'autorise pas les interpellés à demander directement un avocat de la Legal Team (soit on donne le nom d'un avocat, soit on choisit celui qui est commis d'office), ce qui fut mis en place fut de « négociier » avec la bâtonnière que dans les avocats de garde figurent les avocats de la Legal Team. Il n'y avait ainsi pas que des avocats de la Legal Team dans les avocats commis d'office. Au final, ce fut 50/50 entre celles et ceux qui purent bénéficier pendant leur garde à vue d'un avocat avec lequel ils et elles pouvaient être un peu plus confiants et confiantes. Pourtant, le jeudi soir, après la grande rafle de la manifestation dans les bois du Neuhof, la police débordée par les demandes des interpellés a bien appelé la Legal Team pour lui demander... d'envoyer des avocats.

La justice républicaine nous bassine que « nul n'est censé ignorer la loi ». Et on s'aperçoit alors que si on aide des gens à se défendre (ce qui n'est pas très fortement subversif !) les foudres de la pensée d'Etat s'abattent sur vous. Ainsi, le dimanche soir, le reportage du journal de France 2 présenta la Legal Team comme une base arrière des insurgés ; et il présenta de même comme condamnable le fait de soutenir tous les manifestantEs, quels que soient leurs modes d'action – donc le fait de ne pas participer à des lynchages qui ne sont pas uniquement médiatiques. C'est dans ce sens que quelques (rares) courriers sont arrivés dans la boîte mail de la Legal Team.

Pourtant, la tâche est importante entre des militantEs qui peuvent se méfier d'un avocat qu'ils et elles ne connaissent pas et des avocatEs qui ne connaissent pas toujours la réalité des militantEs. Fonctionner ensemble, d'un point de vue local, c'est aussi construire, dans les deux sens, des pratiques de solidarité actives. Mais, pour les personnes qui se « farcissent » la tâche, le piège est aussi présent. Pendant qu'on s'occupe de lutter contre la répression, on ne s'occupe plus du reste, de tout ce qui nous fait chier dans ce monde et qu'on cherche à changer. Pendant que nous luttons contre la répression, nous voilà bien occupés ! Une nouvelle forme de répression, en quelque sorte...

À l'heure d'aujourd'hui, la Legal Team antirépression Strasbourg a surtout besoin de soutien financier pour faire face essentiellement au paiement des avocatEs. Vous trouverez pour tout acte de solidarité les moyens de participer et toutes les informations sur www.antirepression.org

Linge sale

Suite à l'article intitulé « Strasbourg emporte l'OTAN » paru dans Courant alternatif n° 190 de mai dernier, et qui émettait quelques critiques politiques vis-à-vis de la Fédération anarchiste de Strasbourg (entre autres), le secrétariat aux relations extérieures de la FA nous a adressé la lettre ci-dessous. À la suite, la réponse de l'OCL.

Secrétariat aux relations extérieures (FA)

Cher-e-s camarades,

Nous militant-e-s, qui lisons avec intérêt *Courant Alternatif*, publication qui émane de votre organisation, ont pu découvrir dans la dernière livraison de cette revue un article destiné à tirer le bilan du contre-sommet de l'Otan du 1er au 5 avril à Strasbourg. Des passages nous semblent suffisamment inexacts et à même de discréditer la Fédération anarchiste pour que je sois amené, comme me le permet un mandat adopté en congrès, à prendre la décision de retirer le numéro en question de la vente à la librairie Publico, car il hors de question que ceux qui constituent une part non négligeable de votre lectorat achètent *Courant Alternatif* pour voir leur organisation diffamée. Cette mesure est temporaire et ne concerne en rien les numéros passés et à venir.

La Fédération anarchiste est soucieuse de maintenir avec les autres organisations libertaires, qu'elle qualifie officiellement « d'amies », des relations fondées sur la loyauté. À ce titre, elle vous a adressé une invitation à participer à son 66^e congrès à Besançon ; cette proposition reste valable, et se double d'une autre, à destination de votre militant strasbourg-

Un concert de soutien est organisé à Strasbourg le 19 juin à la salle Molodoï. Le 21 juin, pour la Fête de la musique, une manifestation musicale essaiera de se rendre devant la prison pour jouer pour les prisonnierEs. Le 22 juin, les trois Tourangeaux repasseront en procès. Courant août, les procès en appel devraient avoir lieu à la cour d'appel de Colmar, et sûrement aussi les premières fins de peine (avec les remises de peine habituelles). Deux personnes sont encore en instruction dans le cadre de l'incendie de la douane, ce qui fait qu'au moins sept personnes sont emprisonnées suite aux manifestations contre le sommet de l'OTAN.

Mais la répression semble ne pas s'arrêter là : des personnes de la ville ont été convoquées au commissariat pour « violences et incendies en périphérie du contre-sommet ».

Le combat continue !

OCL Strasbourg

geois à l'origine de l'article, pour que nous puissions prendre le temps d'échanger nos points de vue en toute franchise.

Didier, secrétaire aux relations Extérieures de la Fédération anarchiste.



Réponse de l'OCL

Camarade secrétaire,

Nous sommes fort aises de constater que le mandat de ton organisation te permet de décider pour les lecteurs de Publico de ce qui est bon pour eux et de ce qui pourrait les choquer.

Nous pensions que de telles pratiques étaient révolues, ou du moins étrangères à notre sphère politique.

Nous concevons mal que des relations loyales puissent être fondées sur la censure ou la répression, fût-elle dûment mandatée. Mais peut-être est-ce parce que nous avons peu le souci des qualifications officielles, auxquelles nous préférons les débats contradictoires. Même un peu vifs et polémiques, ils entretiennent mieux l'amitié qu'une asepsie feutrée dans laquelle les choses se disent par-dessous et en catimini. Nous préférons généralement le dire publiquement (ce qui, c'est vrai, ne nous fait pas que des amis !), jugeant les lecteurs capables de résister aux aspérités qui meublent la vie politique.

À ce titre, il aurait peut-être été plus judicieux et constructif pour vous d'argumenter sur les éléments litigieux du texte incriminé, et de nous demander de publier une mise au point, ce que nous faisons sans problème tant sur le journal que sur le site, plutôt que de livrer ce numéro de « CA » à l'« enfer » du 145 rue Amélot.

À moins que ce texte ne soit gênant au point de n'être que difficilement contestable.

Car, comme le disaient nos grand-mères, « qui se sent morveux se mouche ».

En toute franchise, Salutations communistes et libertaires

OCL

Appel pour un camp No Border à Calais

23-29 juin

Le camp No Border de Calais est un projet mené par des militantEs françaisEs et belges et des groupes de soutien français en coopération avec le réseau No Border britannique. Il vise à mettre en lumière la situation à Calais et dans le nord de la France, construire des liens avec les communautés de migrantEs, contribuer à développer les liens entre les groupes qui les soutiennent, et enfin défier les autorités sur le terrain pour protester contre la répression croissante contre les migrantEs et les militantEs de la région.

Le camp revendique la liberté de circulation pour tous et toutes, la fin des frontières et des contrôles migratoires. Nous appelons à un mouvement radical contre les systèmes de contrôle qui nous divisent entre citoyenNEs et non-citoyenNEs, entre avec et sans papiers.

Pourquoi Calais ? Nous avons choisi Calais pour deux raisons essentielles. C'est un lieu important dans l'histoire du développement des contrôles migratoires et depuis longtemps un goulet d'étranglement pour celles et ceux qui cherchent à se rendre en Grande-Bretagne. C'est surtout un lieu d'affrontement entre ceux qui veulent stopper toute migration vers l'Union Européenne et ceux qui luttent pour détruire les barrières entre les peuples, les frontières qui empêchent la liberté de circulation pour tous et toutes, et non pour quelques privilégiéEs. Depuis le milieu des années 90, des dizaines de milliers de migrants ont vécu à Calais sans aucune ressource, contraints de dormir à la dure dans la « jungle » dans l'espoir de pouvoir un jour traverser la Manche vers l'Angleterre. En 1999 la Croix Rouge a ouvert un centre dans la ville voisine de Sangatte, mais celui-ci a dû fermer sous la pression conjuguée de la France et de la Grande-Bretagne. Depuis, une présence policière et une répression renforcées obligent des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants à errer dans la région de Calais et le long des côtes du Nord de la France, de la Belgique et des Pays-Bas. Ils et elles sont régulièrement brutaliséEs par la police, victimes de gaz lacrymogènes, battuEs, arrêtéEs et enfermés régulièrement au Centre de Retention Administrative (CRA) de Coquelles. La police brûle régulièrement leurs abris et les maigres pos-

sessions qu'ils contiennent. Les groupes qui les soutiennent en leur fournissant des repas et de l'aide humanitaire subissent une répression croissante par la police et plusieurs militantEs ont été arrêtéEs ces derniers mois. Pendant ce temps, le ministre de l'immigration Phil Woolas a appelé à la construction d'un centre de rétention permanent à l'intérieur du Port de Calais.

La partie la plus visible de l'iceberg Calais n'est pourtant qu'une petite partie de l'ensemble des contrôles migratoires européens, une frontière interne majeure au sein du système hi-tech des frontières européennes. Depuis le début des années 2000, l'UE s'emploie à construire "l'Europe Forteresse" en externalisant ses frontières en Asie et en Afrique avec des patrouilles frontalières en Méditerranée, en Lybie et sur la côte Ouest de l'Afrique grâce à l'agence Frontex (Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures), et via sa politique extérieure qui permet de payer des Etats, de l'Ukraine jusqu'au Maroc, pour effectuer à sa place le travail de prévention de l'immigration.

Les droits des migrants sont aussi ceux des travailleurs. A travers ce système de contrôle aux frontières, les autorités créent deux sortes de migrants : une minorité de migrants "qualifiés", considérés comme "utiles" à l'état, et une majorité de travailleurs sans papiers, à laquelle aucun droit n'est garanti et qui se retrouve donc exploitée à loisir sur le marché du travail. C'est pourquoi notre combat pour la liberté de circulation est également un combat pour les droits de tous les travailleurs. La solidarité transnationale marche ! Etablir des liens en travaillant ensemble nous permet d'échanger de l'information à un niveau transnational, et ainsi d'exploiter les failles et les fissures de cette "Europe Forteresse". En novembre dernier, c'est en partie grâce à un effort de solidarité transnationale que la déportation organisée de réfugiés afghans de Calais à Kaboul a pu être empêchée.

Camper et Faire Campagne contre les Frontières. Ce camp s'inscrit dans la tradition des camps No Border organisés à travers le monde depuis les années 90. Comme le camp de Lesbos au mois d'août prochain, ce sera un espace pour partager des informations, des compétences et des expériences, un espace pour préparer et réaliser des actions contre le système des frontières qui nous divise tous et toutes. Depuis des siècles, les puissances impérialistes européennes exploitent la terre, les ressources et les populations de la majorité de la planète pour s'enrichir et devenir plus puissantes, semant sur leur passage la guerre, la destruction de l'environnement et des inégalités criantes. Tenter le voyage vers le Royaume Uni, c'est lutter contre cette injustice. La situation calaisienne est une conséquence de la politique d'immigration britannique et nous appelons les groupes, réseaux et individus à agir à travers la Manche pour participer au mouvement global de solidarité qui défend leur droit qui défend leur droit à la circula-

tion à travers les frontières. Egalité des droits pour touTEs ! Personne n'est illégal. Liberté de circulation et d'installation pour touTEs ! <http://calaisnoborder.eu.org/> <http://london.noborders.org.uk/calais2009>



Cette initiative, dont nous n'avons pas signé l'appel mais dont nous restons solidaires, a suscité quelques interrogations de la part de nos camarades de Boulogne-sur-Mer. Est une nouvelle fois posée (voir plus loin "courrier du web" à propos de St-Nazaire, la question des interventions "hors-sol"). Voici deux pièces à livrer au dossier.

Lettre d'un camarade :

Ce camp a pour moi une dimension "à côté" et anachronique. Il intervient bien trop tard.

Le dispositif de contrôle délirant que nous dénoncions il y a quelques années est aujourd'hui en place et il fonctionne. Ce qui ne veut pas dire bien sur qu'il n'y plus rien à faire.

Lorsque nous avons discuté il y a 6 ans avec le CAE d'une idée de lancer une campagne contre les CRA c'était pour deux raisons :

d'abord eux sur les aéroports comme nous ici avions atteint la limite de ce qu'il nous était envisageable de faire localement : contact avec la population locale, manifs, débats publics, publications etc ... On était dans l'impasse. Bref cela venait pour nous après déjà quasi 4 ans d'intervention sur le terrain, depuis 99 en gros.

Ensuite parce que l'Etat entamait son plan de construction de nouvelles centres/prisons donc cela déplaçait le débat du local au national et laissait croire que nous pouvions rebondir... Aujourd'hui on sait ce qu'il en est, mais des CRA ont cramé de ... l'intérieur : les premiers concernés remettaient les choses à leur vrai place. Parfait !

[Donc pour faire vite : si le projet reçoit toute ma sympathie, et cela m'ennuie beaucoup de vous voir à calais vous démener et nous de temps en temps jeter un coup d'oeil, mais son côté "hors sol" et "hors temps" me pose un sérieux problème.]

J'ai l'impression que d'abord on plaque un peu à toutes les sauces, ici comme on pourrait le faire ailleurs, des pratiques : "le village/camp autogéré" très tendance depuis quelques années.

[...]

Il y a aussi une sérieuse méconnaissance de la plupart des militants anglais/français qui portent le projet de la scène locale. Plutôt problématique dans une situation très "localisée" dans tous les sens du terme.

Mais cela apparaît assez accessoire puisque, une fois déménagé de calais, allez hop, tous à Lesbos ! Les migrations militantes, voilà peut être le

vrai fond du débat...

Alors un camp "no border", plutôt que rien, pourquoi pas.

Mais c'est l'articulation entre une réalité locale "particulière" et sa production à l'internationale qui me semble dans ses deux dimensions d'ailleurs particulièrement absente de ce projet. Bref la dimension politique.

J'entends l'urgence de "trouver des vélos pour bloquer les carrefours", du "soja" pour satisfaire le régime alimentaire réglementaire des troupes etc. etc., mais je t'avoue que ma motivation pour ce genre d'activité est proche du zéro, quand au surplus durant la semaine, les personnes qui bossent vont avoir beaucoup de difficultés à se rendre disponible. Bref à qui cela s'adresse-t-il ?

Voilà en très très gros.

De la Mouette enragée (Boulogne-sur-mer)

Bonjour.

Depuis Boulogne sur mer nous nous permettons quelques remarques au regard de l'avancée du camp. Il s'agit de considérations qui, si elles peuvent être perçues comme éminemment critiques, prennent en compte la sincérité et le réel investissement personnel de l'ensemble des "gens de bonne volonté" qui le portent sans compter.

Nous, les membres du goupe "la mouette enragée" reconnaissons, pour y participer, la nécessité de discuter la possibilité d'une existence légale du camp.

Par contre, nous sommes particulièrement réservés à la lecture d'une proposition d'un "appel financier aux assos, partis et syndicats" pour que le camp puisse se faire.

D'abord, il n'est en rien certain que ce type d'instances ou d'organisations aient la même perception des enjeux et de la signification politique d'un camp "No Border" que ses initiateurs. Ensuite, qui met la main à la poche détient à l'évidence des "options" sur sa place dans l'organisation, les contenus et les retombées; ça s'appelle le pouvoir -au moins celui de récupération partisane et électoraliste (ou assimilé).

Enfin, des partis ont été aux commandes qui ne sont pas indemnes de responsabilité dans la situation qui nous occupe; d'autres qui y aspirent ne présentent pas davantage de désintéressement que leurs concurrents. Par ailleurs, il nous semble que c'est l'urgence à tenir un camp annoncé qui pousse à trouver les moyens de le réaliser. A ce compte- là, pourquoi ne pas rechercher aussi des mécènes, des "généreux donateurs" voire des sponsors ?

Sans croire vraiment à cette caricature, comprenez qu'il nous apparaîtrait difficile d'avancer avec des structures envers lesquelles on se retrouve redevable; surtout de fric. Nous n'avons ni les moyens ni, encore moins!, l'intention d'avoir des ascenseurs à renvoyer.

Dans ces conditions "No Border" devient un logo, un slogan, une brèche où tout ce qui en a les moyens peut s'engouffrer en se foutant éperdument du sens premier de ce type d'action.

Néanmoins, nous serons présents pour la manif et informons sur boulogne de la tenue du camp. En fichier joint : "De Sangatte à Coquelles. Situation et interventions (1999-2004). Sangatte géographie de la frontière".

Solidairement.
La "Mouette enragée".

Il y a vingt et un ans, à Ouvéa... Massacre et mensonges comme au bon temps des colonies

Le 5 mai 1988, des troupes spéciales françaises lancent dans l'île d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie, l'opération « Victor » contre la grotte où des militants du Front de libération nationale kanak et socialiste se sont réfugiés avec des gendarmes pris en otages ; les otages sont libérés, les indépendantistes se rendent... et ils sont liquidés. Cette tuerie qui va freiner la forte mobilisation des Kanak pour leur indépendance en débouchant sur les accords de Matignon et Nouméa (1) a principalement pour origine un enjeu électoral : la présidentielle française.

Tout commence le 22 avril 1988 – deux jours avant le premier tour de l'élection où le Président sortant Mitterrand doit affronter son Premier ministre Chirac : des militants kanak désireux de faire avancer la revendication indépendantiste investissent la gendarmerie de Fayaoué, à Ouvéa. Opposé au nouveau statut calédonien annoncé par Pons, ministre des DOM-TOM, le 22 janvier, le FLNKS a en effet décidé de boycotter activement les élections territoriales qui doivent l'instaurer, et qui sont elles aussi prévues le 24 avril. Mais l'action de Fayaoué, qui se voulait symbolique (2), tourne mal : un officier fraîchement débarqué sur le Caillou sort son arme et c'est la fusillade ; 4 gendarmes sont tués, les 27 autres deviennent otages. Des militants conduits par Alphonse Dianou se réfugient avec 16 de ces otages dans une grotte près de Gossanah et tentent de négocier leur reddition (3).

Gilles Perrault écrira avec une certaine lucidité, dans sa préface au rapport de la Ligue des droits de l'homme consacré à l'« affaire d'Ouvéa » : « Une gestion intelligente de cette affreuse péripétie [aurait] permis de rétablir l'ordre et de récupérer les otages sans coup férir. [Mais] une élection présidentielle était en cours et les victimes d'Ouvéa, gendarmes et ravisseurs mêlés, furent réduits au rôle d'agents électoraux involontaires. »

Le déclenchement de la boucherie pour gagner des voix

Dès le départ, la gestion de la « crise » est assurée par le pouvoir parisien. Bernard Pons dépêche à Ouvéa 700 hommes des unités d'élite (GIGN, EPIGN, 11^e Choc, et le commando Hubert qui dépend des services secrets), sous le commandement du général Vidal. Tandis que l'île est bouclée et interdite aux journalistes, les militaires procèdent à des interrogatoires musclés autour de Gossanah pour trouver la grotte. « Ils

nous tapent avec des coups de crosse, ils nous tirent dessus juste à côté de l'oreille pour nous faire peur, et nous on sait rien... », se souvient un habitant. D'autres racontent comment les enfants sont enchaînés aux poteaux des cases et maltraités par les soldats sous le regard de leurs familles.

Le 24 avril, le résultat des régionales traduit le mécontentement de l'électorat loyaliste, qui sanctionne le Rassemblement pour la Calédonie dans la République de Jacques Lafleur, maître du TOM, au bénéfice du Front national (4), tandis que le mot d'ordre de boycott est largement suivi dans l'électorat kanak : 38 bureaux de vote sont fermés.

A Ouvéa, la grotte est repérée par l'armée le 27 avril ; mais le capitaine Legorjus, du GIGN, accompagné de 5 hommes et du substitut du procureur de Nouméa Bianconi sont alors à leur tour pris en otages. Legorjus et Bianconi seront cependant libérés le lendemain afin de servir de médiateurs (les autres membres du GIGN le seront le 5 mai).

Legorjus raconte : « Dianou voulait sortir vivant de cette affaire, avec ses camarades. J'expliquai à Bernard Pons que l'idée d'une reddition était possible – après le second tour de la présidentielle. » Il constate aussi : « Dianou ne demande rien. Il réclame l'indépendance de la Kanaky libre socialiste – comme les autres. » Oui, mais voilà : l'assaut de la grotte a été décidé dans les hautes sphères de l'Etat – du fait, selon le général Vidal et le ministre Pons, de l'impossibilité de négocier et de l'hostilité de certains preneurs d'otages. De façon bien plus vraie, parce qu'il y a l'enjeu du second tour : les candidats en lice comptent se servir des événements d'Ouvéa pour faire basculer l'opinion en leur faveur. Résultat : l'opération « Victor » va se terminer au bout de huit heures dans un bain de sang, avec 19 Kanak et 2 membres du 11^e Choc tués.

75 soldats sont lancés à l'assaut de la grotte, et les otages, qui se trouvent au fond... avec les clés de leurs menottes et un revolver, en profitent pour se libérer – sans



que leurs ravisseurs réagissent. Après le second assaut, tout le monde sort : les otages s'échappent par une cheminée à l'autre extrémité de la grotte ; les Kanak se rendent un à un, mais y laissent leur peau.

Une pluie de fausses affirmations pour couvrir les intérêts partidaires

De droite comme de gauche, le personnel de la « cohabitation » a menti à un moment ou un autre – au moins par omission ou minimisation des faits :

- Pons qui, face aux caméras, prétend n'avoir jamais mis les pieds à Gossanah. Faux, rétorque indirectement Vidal, « il est venu à deux ou trois reprises » ; et quand on lui demande si le ministre était au courant de ce qui se passait, il sourit en répondant : « Oui, bien sûr. Il était là pour ça, non ? » Pons encore, qui prête à Legorjus une « analyse » selon laquelle la situation empire. Faux, dit le capitaine, « en déconnectant le temps présidentiel et le temps de la négociation, on aurait sorti tout le monde vivant ». Pons toujours, qui affirme : « Je ne peux pas croire une seconde que des militaires aient pu commettre des exactions » quand, après les passages à tabac et exécutions des indépendantistes, leurs cadavres ont été ficelés par l'armée et, avec une corde à chaque pied, traînés à terre pour être emportés vers l'aéroport de Nouméa, où pendant deux jours ils sont restés entassés dans un hangar.

- Chirac qui, dès le début de l'affaire, insiste sur la « barbarie » et la « sauvagerie » de ravisseurs massacrant « à l'arme blanche ». Faux, comme le prouveront l'autopsie des corps des gendarmes tués à Fayaoué, ainsi que les otages partis dans la grotte et disant avoir été bien traités. Chirac encore, qui téléphone à Vidal et, selon celui-ci, lui demande : « Que pensez-vous de l'idée d'intervenir ? » A la réponse du général : « C'est possible, mais difficile et risquée », Chirac insiste : « Que feraient les Israéliens

et Margaret Thatcher dans un pareil cas ? » Vidal constate : « Ils la feraient [l'opération] » et s'attire cette conclusion : « Alors, nous allons la faire. » (Le Premier ministre lui ordonnera ensuite de s'engager par écrit sur les pertes envisageables et obtiendra cette estimation : « 1 à 2 tués, 6 à 8 blessés, minimum. »)

- Mitterrand qui assure avec aplomb, dans un débat télévisé le soir du 28 avril : « Personne ne m'a saisi de [la] question [d'un médiateur]. » Faux : les Kanak lui ont demandé quelques heures plus tôt via Edgar Pisani, conseiller à l'Elysée, d'en nommer un. Mitterrand encore, qui va faire porter le chapeau de l'opération « Victor » à Chirac quand pour la déclencher il a fallu l'accord du président de la République...

Le mensonge le plus gros de ces politiciens concerne évidemment la mort des 19 Kanak : la version officielle est que 18 d'entre eux ont été tués au cours du combat, alors que 12 cadavres ont, en plus de blessures diverses, une balle dans la tête. Plusieurs témoins certifient que des membres du commando étaient encore vivants après l'assaut - Wenceslas Lavello, Martin Haiwe, Samuel Wamo... et aussi Alphonse Dianou qui, blessé d'une balle au genou, sera laissé quatre heures sans soins, la perfusion posée ayant été arrachée par un militaire, avant de décéder ; ou encore Patrick Amossa Waina, le « porteur de thé » qui ne faisait pas partie des ravisseurs. Le légiste constatera à l'autopsie ce nombre anormalement élevé de Kanak tués d'une balle dans la tête, ainsi que le tabassage de certains, tel Dianou.

Les 20 ans d'Ouvéa ont toutefois été l'occasion de quelques révélations et aveux - à travers des documentaires comme *Retour sur Ouvéa*, de Mehdi Lallaoui, et *Grotte d'Ouvéa : autopsie d'un massacre*, d'Elizabeth Drévilion (passé sur France 2), relayés par des articles comme celui de Rue89. Certains politiques se sont lâchés, parfois pour régler leurs comptes. Pons a ainsi rappelé : « Cet assaut a été lancé avec mon accord, avec l'accord du Premier ministre et avec l'accord du président de la République. Moi, j'assume totalement ma responsabilité. J'attends que les autres en fassent autant. » Et si Chevènement, en devenant ministre de la Défense dans le gouvernement Rocard, avait estimé : « Aucun élément de l'enquête ne fait apparaître qu'il y a eu des exécutions sommaires » tout en évoquant des « actes contraires au devoir militaire » et « des points lui paraissant obscurs après l'évacuation d'Alphonse Dianou », son Premier ministre a commencé en 2008 à relever le voile qui couvre les cadavres. Il a tranquillement expliqué devant les caméras : « Ce que je savais, moi, et que j'étais seul à savoir - je ne pouvais pas le dire aux autres délégations parce qu'il ne fallait pas que le secret sorte -, c'est qu'il y avait aussi des

officiers français... enfin, au moins un et peut-être un sous-officier, on ne sait pas très bien... A la fin de l'épisode de la grotte d'Ouvéa, il y a eu des blessés kanak, et deux de ces blessés ont été achevés à coups de bottes par des militaires français, dont un officier. [...] Il fallait prévoir que cela finisse par se savoir et il fallait donc prévoir que cela aussi soit garanti par l'amnistie. »

Hypocrisie et cynisme au rendez-vous pour commémorer Ouvéa

L'amnistie : après de tels actes, elle était absolument indispensable, et devait viser les preneurs d'otages - pour calmer la tension dans le territoire -, mais aussi et surtout les militaires, pour enterrer ces nouveaux crimes commis au nom de la République. Car la boucherie d'Ouvéa s'est inscrite dans la « tradition » des meurtres réalisés par les forces de l'ordre ou par les loyalistes à l'encontre de militants kanak. Avant elle, il y a eu l'assassinat (resté non élucidé) à Nouméa du secrétaire général de l'Union calédonienne Pierre Declercq en 1981 ; celui de 10 militants du FLNKS, dont les 2 frères de Jean-Marie Tjibaou, dans une embuscade tendue par un groupe de métis loyalistes en 1984 ; celui d'autres dirigeants du Front, Eloi Machoro et Marcel Nonnaro, par les tireurs du GIGN en 1985...

Deux jours après l'opération « Victor », Mitterrand est réélu Président. En Nouvelle-Calédonie, il n'a recueilli que 10 % des suffrages exprimés (il y a eu 60 % de votants). Le Premier ministre Rocard constitue une mission chargée de renouer le dialogue entre loyalistes et indépendantistes dans le TOM. Elle débouchera sur l'accord de Matignon et sur cette loi d'amnistie générale.



Résolu à jouer avant tout la carte de l'apaisement, Tjibaou acceptera de signer le 26 juin avec Lafleur la fin des hostilités sur le terrain (5). L'accord de Matignon cassera la dynamique lancée par le FLNKS en le divisant profondément, en même temps que l'amnistie permettra de boucler les deux enquêtes qu'avaient ouvertes le procureur de Nouméa Belloli sur les morts d'Ouvéa (6).

Le 4 mai de l'année suivante, Tjibaou et son second Yéweiné Yéweiné seront tués par Djubelly Wéa, un militant du Front uni de libération kanak (une composante du FLNKS) hostile à l'accord, alors qu'ils participaient à une cérémonie d'hommage à ces morts...

« Il faut que ce pays se souvienne que c'est sur ces 19 morts que la paix a été construite », estime Maky Wéa, responsable du comité organisateur d'une série de manifestations commémoratives sur le Caillou (7). Le rescapé de la tuerie Tangopi constate de façon beaucoup plus juste : « Dans cette affaire, on est tous victimes ; eux aussi, les autres [...] on est tous victimes des politiques. »

Vanina

1. On reviendra sur la situation en Nouvelle-Calédonie dans le prochain CA.

2.. Récemment invité à une émission sur Radio Djido, Benoît Tangopi, un des preneurs d'otages, a pleuré en déclarant au micro : « L'opération a foiré. On n'avait pas l'intention de tuer. »

3.. Un second groupe, mené par Chanel Kapeori, se rend dans le sud de l'île à Mouli avec les autres otages, qui seront libérés trois jours plus tard à la demande des « vieux » et des coutumiers.

4. Le leader indépendantiste Nidoish Naiseline, qui a créé le mouvement Libération kanak socialiste par refus du rapprochement opéré entre le Front indépendantiste (puis le FLNKS) et le PS depuis 1981, énonce fermement : « Ceux que l'on appelle les ravisseurs avaient déjà libéré 10 gendarmes et attendaient que la situation politique se clarifie le 10 mai, afin de négocier. MM. Pons et Chirac ont préféré les assassiner. Ils auraient pu éviter cette boucherie, mais ont préféré échanger du sang kanak contre des bulletins de vote des amis de Le Pen. »

5. La direction de l'Union calédonienne, principale composante du FLNKS, n'a pas voulu assumer politiquement et publiquement la mort des gendarmes. Tangopi dira du Front : « On s'est sentis lâchés. »

6. La première information judiciaire, pour « non-assistance à personne en danger », portait sur Dianou ; la seconde, pour « exécution sommaire », concernait 2 autres militants.

7. Depuis 1998 se déroulent à Ouvéa des cérémonies visant la « réconciliation » entre gendarmes et Kanak - avec des messes « à la mémoire de tous les morts » !

A propos de l'article « Saint-Nazaire : Quelle stratégie de la colère ? » (Courant Alternatif n°188 mars 2009)

Les interrogations émises dans cet article, concernant des interventions extérieures aux contextes locaux dans les manifestations (hors-sol), ainsi que les stratégies possibles dans la lutte contre la répression – l'exemple du Codelib à Saint-Nazaire – ont suscité quelques réactions que voici. Au cœur du débat : qu'est ce qu'un mouvement ? Quand y a-t-il une dynamique et qui concerne-t-elle ?

La rubrique « Courrier » qui existait dans CA a, depuis quelques années, été plus ou moins abandonnée, tant les contributions épistolaires étaient peu fréquentes. Or, depuis quelque temps, suite à l'amélioration et à la fréquentation du site de l'OCL, sans doute à la remontée des luttes et au regain du plaisir d'écrire, les remarques et les textes que font certains visiteurs de ce site nous paraissent importantes à publier. Nous essaierons de regrouper les contributions portant sur un thème ou sur un article, de façon à en faire un tout propice à une réflexion et à approfondissement des connaissances.

Nous ne publions pas tout. Sont exclues les lettres d'insultes (ce qui ne veut pas dire éviter toute polémique) ou exprimant des points de vue aux antipodes d'un projet communiste et libertaire. Et même ainsi nous serons sans doute amené à faire des choix tant que nombre d'entre vous n'aurez pas fait un autre choix, celui de s'abonner afin de permettre à CA d'augmenter encore sa pagination ! Ce qui nous guidera ? L'estimation que telle ou telle contribution apporte un éclaircissement ou une critique - même virulente - positive. Naturellement, tout cela comporte une part de subjectivité !

Voir l'intégralité des courriers sur <http://oclibertaire.free.fr>

Manou, 14 avril

Au delà de la prose viriliste et de l'apologie de l'émeute bien dérangeante dans le phrasé de certains "insurrectionnaliste" n'y a-t-il pas une surestimation du poids des autonomes sur ces manif ? Je m'explique : durant la journée du 19

Une surestimation du poids des autonomes ?

mars, les autonomes ont été accusé à la fois d'avoir contribué à faire dégénérer la manif de St-Nazaire mais aussi d'avoir réellement perturbé le défilé Nantais (affrontements entre jeunes et SO des jaunes syndicaux). Dans le premiers cas, il y avait environ 200 à 300 personnes selon vous, à Nantes le cortège (étudiant) qui a fait scission était composé de 1000 2000 personnes (1). Je ne vis pas en Loire Atlantique mais il ne me semble pas sérieux de penser que les autonomes soient si nombreux. Je trouve cela même étonnant qu'ils puissent tenir à leur nombre 2 fronts différents... Comment expliquez vous cela ?

De plus il y a quelque chose qui me gêne dans le texte c'est l'absence de l'idée d'offensive sur l'état. Vous semblez "condamner" ce qui est une initiative de manifestants à agir de manière directe sur l'état (en l'occurrence sa force physique en manif : les flics). Vous sembliez préférer quand c'était les flics qui chargeaient (et donc les manifestants qui subissaient les choix de l'état) plutôt que ce soit les policiers qui "subissent" (même si là c'est tout à fait illusoire je pense de voir un état "subir une émeute") le choix des manifestants (2).

L'OCL se placerait donc dans une position étatique : celle de voir une forme de mouvement social dur se faire uniquement comme une réponse à une chose que l'ont veut détruire ? J'aimerais bien avoir quelques éclaircissements. Merci (3)

OCL St Naz 19 avril

(1) Tout d'abord on "n'accuse" pas, et les choses sont différentes entre Nantes et Saint-Nazaire. Désolé si on a manqué de clarté.

A St Nazaire l'appel "d'insurrectionnalistes" à sans doute amener sur la vile quelques dizaine de personnes prêtes à en découdre et équipées pour. L'initiative annoncée à fait se rallier des gens à l'initiative, sans y être préparé. C'est ainsi que l'on passe de quelques dizaines à quelques centaines. C'est aussi ce qui explique les arrestations de quidam qui ramassent de lourdes peines, et qui sont peu préparés à se confronter à l'arsenal judiciaire.

A Nantes, l'exaspération des étudiantEs qui occupaient la fac depuis 6 semaines et qui se voient relégués en queue de cortège car ils ne sont pas des "organisations syndicales de salariés", suffit pour avoir envie de défier les organisateurs, et de leur griller la tête de manif. Que ces étudiantEs soient regroupées derrière des banderoles estampillées SUD ou CNT, montre que ce sont les éléments les plus radicaux du mouvement étudiant qui choisissent cette défiance des organisations institutionnelle, et aussi qu'il ne s'agit certainement pas "d'autonomes"...

Mais dans les deux cas, qu'une stratégie offensive (de nature très différente) soit suivie par effectivement beaucoup plus de monde que les seules forces "radicales" habituelle, montre une montée de l'exaspération. Après la question c'est entre autre comment on accompagne cette exaspération pour politiser et trouver des perspectives ?

(2) Ici encore, pas de condamnations, mais une critique et une discussion des choix. Attaquer de front l'Etat dans un contexte révolutionnaire, avec un rapport de force politique, social et militaire

ne nous pose pas de problème. S'enfermer dans une dynamique actions-répression, en sachant que l'on prend le risque d'allonger la liste des "victimes" est beaucoup plus discutable. Après, même en faisant le choix d'action directe contre l'Etat, l'attaque frontale des flics n'est pas forcément, dans le cas de Saint-Nazaire, très judicieux. Rien à voir par exemple avec Strasbourg, ou d'autres "contre-sommet" où il est clairement question de perturber les choses, et de forcer la zone rouge... Quel était les enjeux et les objectifs à Saint-Nazaire le 19 mars, au delà de la confrontation pour la confrontation ?

(3) Les mouvements et les luttes sociales sont essentiellement défensives (licenciements, salaires, conditions de vie, d'étude environnement) et donc principalement en opposition à quelque chose que l'Etat, le pouvoir, ou le capital (voir les 3) veut détruire. Et l'OCL n'y peut pas grand chose !

Comment passer d'une lutte défensive à une lutte offensive, tout en élargissant une base politique et sociale ? Si l'OCL avait la réponse, elle pèserait sans doute un peu plus que ce qu'elle est.

Mais penser qu'en l'état actuel du rapport de force, l'affrontement de rue puisse effrayer l'Etat, et que le culte de l'émeute puisse rallier le plus grand nombre pour construire un rapport de force révolutionnaire ne nous semble pas correspondre à la situation que nous vivons, au moins à Saint-Nazaire, qui n'est pas vraiment Exarchia ! Et sans fantasmer sur Exarchia où le mois de décembre grec n'a pour l'instant que constitué qu'un tremplin pour construire d'autres choses dans la durée...

De par l'exacerbation de la conflictualité entre Capital et travail, y a bien une remontée de la lutte de classe de plus en plus ressentie comme telle depuis 1995,

et une lente mais indéniable radicalisation des positionnements politiques, à laquelle nous pouvons contribuer. Mais nous semble-t-il plutôt en misant sur les actions et pratiques développées dans le texte "la bataille de la visibilité" publié dans CA de mars, qu'en misant sur le spectacle radical d'action avant-gardiste !

Tout cela mérite effectivement discussion, et les appréciations des dynamiques sont sans doute fort différentes en fonctions des situations locales. C'est pourquoi il importe d'en discuter, et que ce débat est loin d'être clos...

En espérant apporter quelques éléments de réponse Nous en reparlerons entre autre lors des rencontres d'Eychenat cet été... Et merci pour tes remarques.

Leopaulbilski (25 avril)

Quand on voit l'attitude partagée par les forces de l'ordre consistant à insulter les manifestants et qui est sûrement un entraînement pour surmonter leur peur face aux manifestants en les dévalorisant, on peut concevoir la stratégie autonome consistant à attaquer systématiquement les forces de l'ordre comme un entraînement permettant de transférer le rapport en faveur des manifestants et en opposition au comportement des organisations traditionnelles.

Vous dites vous dans vos articles sur la Grèce que les émeutes se sont déroulées en Grèce parce que le peuple grec a pris l'habitude de ne plus avoir peur des forces de l'ordre. D'autre part c'est bien connu en Espagne si la CNT a pu faire face à l'armée comme le montrait un vieil article de Rouge et Noir ce n'est pas grâce à la spontanéité du peuple espagnol pour défendre la République mais grâce à son habitude à s'affronter aux forces de l'ordre.

Maintenant je partage entièrement votre opinion sur l'usage de la violence. Les travailleurs, les étudiants doivent s'habituer à ne plus avoir peur de l'Etat lorsqu'ils occupent une entreprise, une université ou un squatt mais en aucun cas, plus que la pétition, la manifestation ou l'occupation, l'émeute ne doit être érigé en fin ultime. Elle doit être le début d'une reconstruction des rapports

de forces et d'un monde futur .

Par la pétition on essaye d'éveiller les consciences et surtout de mesurer le soutien que l'on pourra rencontrer dans une action futur. Par la manifestation on devrait pouvoir se rencontrer, se parler... C'est ce que nous faisons avec un camarade faute de mieux pour le moment. Quand je dis parler ce n'est pas uniquement entre



nous, bien entendu, mais au gens qui nous entourent ou qui viennent nous voir, intrigués par nos drapeaux lui rouge et noir, moi noir.

**Plus que la pétition,
la manifestation
ou l'occupation,
l'émeute ne doit
être érigé
en fin ultime**

Par l'occupation comme l'ont compris les étudiants de plus en plus, on essaye de mettre en pratique certaines idées après en avoir débattues. Enfin par l'émeute le but doit être de libérer, même temporairement des espaces

Wiecha Mardi 19 Mai

Je n'avais pas encore lu ce texte. (Celui paru sur CA)

Je ne pensais pas qu'on en était déjà revenus là, de manière aussi assumée dans une partie du mouvement "libertaire" et décidément je comprends mieux l'attrait pour ce que d'aucuns appellent l'"insurrectionnalisme", quand je vois ce que le mouvement offre d'autre.

« Contre la répression du mouvement social, défendons nos libertés ». C'est sous ce mot d'ordre que 6 à 700 personnes ont manifesté dans les rues nazairiennes le samedi 7 mars, derrière la bannière du Codelib [1] qui affirmait : « fichés - réprimés - bâillonnés NON ! » A l'issue du défilé, une délégation fut reçue par le sous-préfet en personne, qui réitérait son discours sur la bonne gestion du maintien de l'ordre par ses troupes le 29 janvier face à des hordes de

casseurs, qu'il était bien le seul à avoir vu ce jour là. Le soir, un débat regroupait plus de 80 personnes autour de témoignages de collectifs de lutte contre la répression, et l'intervention d'une magistrate de la LDH, Evelyne Sire-Marin, qui livrait un certain nombre d'éléments confirmant la pertinence du combat pour les libertés, au regard des statistiques policières et du durcis-

sement de l'arsenal juridique.

Ces initiatives ont suscité un débat public, notamment dans la

presse locale, sur le recul des libertés, la criminalisation des luttes sociales, l'instrumentalisation de la justice et de la police par un pouvoir politique aux abois. Que ce débat soit porté par un panel associatif, syndical, et politique très large, de la gauche la plus molle aux anars, en passant par la CFDT ou les syndicats les plus déterminés de la CGT, lui assure une audience au delà des seuls cercles militants habituels. Et cela permet, entre autre, d'assumer politiquement le choix de l'affrontement contre les « forces de l'ordre » quand celles ci agresse délibérément une manifestation [2], et d'agréger du monde pour combattre un pouvoir de plus en plus ouvertement autoritaire

Ce texte aurait pu être écrit par une section de "Désirs d'Avenir".

On n'est plus seulement dans l'alliance avec la gauche et les syndicats les plus collabos, que cette stratégie plaise ou non.

Désormais donc, on peut être libertaire et contester au sous préfet uniquement "sa bonne gestion du maintien de l'ordre", en défilant aux côtés d'une magistrate, qui elle incarne donc cette bonne gestion.

Désormais donc on peut être libertaire et déplorer que la police et la justice soient instrumentalisées par "le pouvoir politique", car chacun sait que la vraie République c'est la séparation des pouvoirs.

Et tout cela assurerait "une audience au delà des cercles militants".

Une audience pour dire quoi ? La même chose que la gauche républicaine ? Au moment où celle-ci n'a jamais été moins écoutée ?

Agréger du monde pour combattre "un pouvoir de plus en plus ouvertement autoritaire" ? Et renforcer les autres, de gauche ou syndicaux qui le sont un peu moins ouvertement ? Je dis "un peu" parce qu'aujourd'hui les services d'ordre syndicaux tabassent et balancent ouvertement, que la CFDT n'hésite pas à porter plainte, et pas pour un affrontement direct mais pour de simples rassemblements devant son siège.

La seconde partie du texte sur la stratégie et l'inanité d'un certain mythe de la cagoule et de la violence pourrait être intéressante.

Le texte de CA aurait pu être écrit par "Désir d'avenir"

L'appel à se concentrer sur le travail de "subversion sociale et politique" n'est pas idiot. Seulement quand ceci est précédé de l'explication de ce travail, la collaboration avec les pourritures politiques qui combattent cette subversion de l'intérieur du mouvement, et bien on comprend que toute personne encore un peu vivante préfère l'appel à l'émeute même hors sol, si elle a le sentiment de n'avoir que cette alternative.

Nosotros, Jeudi 21 Mai

Oui enfin le problème c'est que l'émeute hors sol ou le possibilisme sont les deux faces de la même pièce :

Dans les deux cas, c'est l'expression d'une résignation, la perte de tout espoir d'une rupture révolutionnaire, de la possibilité d'un autre chose de collectif et massif.

L'émeute hors sol ou le possibilisme sont les deux faces de la même pièce

Ne se donner à choisir, comme nos contradicteurs le font, qu'entre deux solutions caricaturales, est une façon, probablement inconsciente, de justifier un mauvais choix. En effet, contrairement au discours qui sous-tend leur position, le choix n'est pas entre soit d'observer une

éthique rigoureuse de tous les instants soit de s'asseoir définitivement sur cette même éthique sous prétexte d'être pragmatique. Il est clair, que vivant dans une société qui met l'individu sous pression, le premier choix

est, dans la réalité, pratiquement intenable : je me sers (même à

minima) de l'électricité fournie par EDF, alors que je suis anti-nucléaire ; je pars au travail, alors que je suis contre le salariat ; je paye des impôts indirects sur tout ce que j'achète alors que je suis contre l'État... Bref, au quotidien, mon éthique en prend un coup. Mais l'autre choix, celui qui consiste à jeter l'éthique par-dessus bord sous prétexte qu'on ne peut pas la mettre en pratique à 100 % est tout simplement, pour des révolutionnaires, suicidaire. Il revient à renoncer progressivement à toute résistance et à faire sien "le mode d'emploi de la révolte" fourni par le pouvoir, à se rendre dépendant de ses procédures et institutions. On garde le silence sur les mœurs d'un patron qui nous prête ses salles un jour, on se présente aux élections professionnelles un autre, on s'allie aux autoritaires plus ou moins ponctuellement un troisième... On prend progressivement le chemin de tous ces anciens 68tards qui ont intégré le système et en sont souvent devenus les meilleurs défenseurs.

Quand ceux qui nous critiquent posent le problème de façon aussi tranchée, aussi sectaire, en ne laissant comme seule solution finalement que de se lancer le jour même dans une révolution totale ou de se trahir soi-même, ils se précipitent dans une impasse.

Wiecha, Jeudi 21 Mai 2009

Je ne sais pas.

Evidemment, je trouve affreusement tristes ces trucs de fin de manif, ou quel que soit l'enflammé du discours, on part perdant et on

le sait.

Mais le discours de l'OCL ne peut que favoriser ça, à mon avis. Il y a un tas de choses que je peux envisager localement, à la limite, l'alliance avec un syndicat de base dans telle ou telle boîte, par exemple.

Il y a un énorme pas entre la résignation et la collaboration active

Ici ce qui me semble symptomatique à ce sujet, c'est qu'il n'y a pas d'indication précise mais « la CFDT » et « les syndicats de la CGT les plus déterminés », ça ne veut rien dire.

Mais c'est surtout ce glissement sémantique et pratique, inviter une magistrate, parler de bonne ou de mauvaise gestion du maintien de l'ordre...

Il y a un énorme pas entre la résignation et la collaboration active. Tu peux ne plus croire à la rupture révolutionnaire, et décider d'aller faire un jardin bio dans un coin paumé, ou devenir écrivain de science fiction, ou faire du syndicalisme de base dans ta boîte, définitivement ou en attendant de retrouver un espoir plus vaste.

Personnellement, il m'est arrivé de passer pas mal de temps uniquement à faire des activités de permanence sans chercher à leur donner un sens plus profond que l'autodéfense sociale.

Mais ça n'a rien à voir avec se revendiquer "communiste libertaire" et aller défendre globalement l'idée et la pratique d'une alliance avec la gauche, avec ses relais, comme étant une solution globale et rupturiste. Là tu crées de la confusion, de la perte de sens et du désespoir, tu accrédités l'idée qu'à part l'affrontement éphémère et sans cesse répété, il n'y a rien que la lente corruption militante.

Nosotros 21 Mai 2009

En fait pour éclaircir ce que je voulais dire, mon post n'était pas du tout en défense de la position de l'OCL de St Nazaire. En effet s'ils posent dans ce texte des

questions pertinentes, les réponses qu'ils apportent -au moins à St Nazaire- me semblent en effet sombrer dans l'autre face de la médaille qu'est la résignation et le faux-pragmatisme en faisant l'unité avec la gauche.

C'est en effet surprenant venant de l'OCL, organisation qui nous avait habitué à tenir le cap contre vent et marées et ne cédant pas facilement aux sirènes unitaires. Cependant il se peut aussi que les héros soient fatigués, après tout c'est humain ...

Leftheria 21 Mai 2009

La meilleure des choses est de leur poser la question tout bonnement, leur site le permet!

Sinon, bonsoir !

OCL St Naz En guise d'élement de débat, hors forum...

Peut-être qu'on vieillit mal ou qu'on fatigue, mais... il me semble que l'OCL a toujours considéré qu'une pratique politique s'établissait en fonction du contexte où elle s'insérerait, et non en fonction des seuls principes.

La réponse à Saint-Nazaire face au niveau accru de répression (jugement ADN, manifestation du 29 janvier et procès), a été la création d'un collectif unitaire d'association, de syndicats, de partis et d'individus : le CODELIB. Refusant les cartels et les alliances avec la gauche et ses satellites, où il s'agit plutôt d'en être que de faire quelque chose, l'OCL ne fait pas partie de ce comité en tant que telle. Par contre l'OCL appelait à la manifestation du 7 mars, parce que les mots d'ordre étaient corrects dans le contexte : refus du fichage, de la répression, de l'étouffement des revendications, libération des prisonniers, mobilisations pour les procès...

Ce n'est effectivement pas révolutionnaire, mais c'est nous

semble t-il un moyen de poser dans l'espace politique la question de la répression des luttes sociales, quand l'idéologie dominante et majoritaire serait plutôt du genre « qui respecte les règles du jeu démocratique n'a rien à craindre, le sécuritaire n'est un problème que pour quelques unes de ses dérives », et ce depuis au moins 1998 et le gouvernement Jospin. Ainsi effectivement, une manif qui affirme que la réponse

Le débat avait suffisamment progressé pour que l'on échappe au tri entre « casseurs » et « bons manifestants »

« violente » de la manifestation du 29 janvier contre l'agression policière était légitime, nous semble être une réponse intéressante, et qui va à l'encontre de ce que l'on a pu entendre par exemple à propos des

manifs contre l'OTAN à Strasbourg, y compris dans les rangs de « l'extrême gauche ». Ce positionnement a permis que lors de la manifestation du 19 mars, quand ce sont quelques groupes de manifestants qui ont attaqué les « force de l'ordre », le débat avait suffisamment progressé pour que l'on échappe au tri entre « casseurs » et « bons manifestants », et que le fameux CODELIB affirme et pratique la solidarité avec les manifestants arrêtés, en étant présents aux audiences, en soutenant concrètement les emprisonnés. Là encore, rien de révolutionnaire, ni d'anarchistes, ni même de communiste libertaire, mais une évolution dans les mentalités, et le développement de contradiction au sein mêmes des organisations de gauches qui se retrouvent malgré tout à « soutenir les casseurs » ! Et cela participe de ce travail de « subversion politique et sociale » évoqué dans l'article : enfoncer des coins dans le discours monolithique des organisations « de gauche », qui, malgré leur décrépitude, pèsent, du moins à St-Nazaire, « un peu plus » (!) que les anarchistes ou le mouvement révolutionnaire.

Rien de plus, rien de moins, et sans illusions sur les effets sur les structures elles-mêmes, mais avec quelques espoirs quand la prise de consciences d'un certain nombre de personnes. Pas pour qu'elles deviennent anarchistes ou rejoignent l'OCL, juste pour qu'elle radicalisent un peu leurs positions, en considérant les choses à la racine, comme disait l'autre !. Alors c'est peut-être du pragmatisme à la petite semaine, mais certainement pas de la résignation.



Islande : La lutte continue

Depuis la chute du précédent gouvernement au mois de janvier et la formation d'un gouvernement de coalition de gauche, les luttes sociales se poursuivent en Islande, sur fond de crise économique sans précédent.

Les puissantes mobilisations du mois de janvier ont conduit le précédent gouvernement formé d'une coalition, parti de l'indépendance (droite) – parti social démocrate, à démissionner (voir CA 188, mars 2009). Une coalition temporaire s'est reformée, constituée des mêmes sociaux démocrates et du parti de la gauche verte, en attendant les élections législatives anticipées qui se sont déroulées le 25 avril dernier. Sans surprise la gauche a remporté haut la main ces élections et quelques jours plus tard une nouvelle coalition composée à parité de ministres gauche verte et sociaux démocrates s'est constituée sous la tutelle de la premier ministre socialiste Johanna Sigurdardottir. Les négociations pour aboutir à ce gouvernement furent longues à aboutir, en raison d'un point d'achoppement de taille entre les deux partis sur la question de l'adhésion à l'union européenne, les écologistes étant farouchement opposés au processus d'adhésion, et les sociaux démocrates intensément favorables. Se serait être naïf que de penser que de telles positions aussi radicalement contradictoires puissent être irréconciliables dans la sphère politique. Finalement, l'attrait du pouvoir produisit un petit miracle de conciliation, la gauche verte acceptant de participer à un gouvernement qui va engager très rapidement des négociations d'adhésion avec l'union européenne, à la condition qu'un référendum finalise la volonté des islandaises et des islandais. Ce sujet de l'intégration européenne va probablement monopoliser, jusqu'à saturation, la plupart des débats politiques des prochains mois. L'opinion a connu des revirements importants au cours des derniers mois. Avant la crise financière d'octobre 2008, la population était

majoritairement défavorable à cette nouvelle forme de dépendance, l'Islande étant le dernier pays d'Europe occidentale à être décolonisé (1). La catastrophe monétaire engendrée par la chute de la couronne islandaise pendant la crise a aussitôt fait basculer les islandais en faveur d'une adhésion à la zone euro pour bénéficier d'une monnaie stable. Mais aujourd'hui les positions sont plus nuancées en raison des sacrifices qu'il faudrait consentir à l'égard du secteur de la pêche pour rentrer dans les quotas de l'union. Or les ressources halieutiques sont redevenues une valeur traditionnelle, refuge pour le pays, après l'effondrement du secteur bancaire.

Sur le plan économique, c'est la catastrophe ! La récession est annoncée à -10% pour l'année 2009. Les prix de l'alimentation ont augmenté de 25% depuis un an. Le chômage atteindra les 10% d'ici la fin de l'année, alors que le taux était inférieur à 2% avant octobre 2008. Des milliers de petits propriétaires de leur résidence sont totalement étranglés et menacent de lancer une grève des remboursements de leur(s) emprunt(s). Les grandes manœuvres se poursuivent au niveau financier pour tenter d'établir un état des lieux exact des dettes des banques islandaises estimées à 9 fois le PIB du pays et éparpillées un peu partout sur la planète, sous l'égide du FMI qui, comme à son habitude, n'hésite pas à mettre son nez dans les dépenses des services publics. Notre juge franco-norvégienne, Eva Joly, a été nommée à la tête d'une commission d'enquête pour trouver quelques têtes responsables de la crise à jeter en pâture.

Les mouvements sociaux prennent une nouvelle dimen-

sion. Finies les manifestations massives de l'automne et de l'hiver, quoique le 1^{er} mai mobilisa plus de 3000 personnes dans les rues de Reykjavik. En revanche plusieurs groupes politiques continuent à mener de nombreuses actions. Au mois d'avril le premier et unique — à ma connaissance ? — squat fut ouvert dans le centre de Reykjavik, affichant ouvertement sa dimension politique. Il s'agissait de créer un espace d'habitation pour les fauchés, de réunions, de discussions et d'échanges de biens sans dimension marchande, au cœur d'une ville qui a connu une intense spéculation immobilière ces dernières années. Quatre jours plus tard, le propriétaire de la maison qui envisageait un avenir plus fructueux pour sa bicoque a obtenu l'intervention de la police pour évacuer le squat *manu militari*. Sans doute à la demande du propriétaire, les policiers se livrèrent même à un saccage systématique des portes et des fenêtres pour rendre le lieu inhabitable. Le gouvernement de gauche n'eut pas l'air de désapprouver cette expulsion. Tout du moins il ne formula aucun contre-ordre aux policiers.

Pour la première fois également est apparue la question des sans papiers autour du soutien apporté à des réfugiés menacés de renvoi vers la Grèce en application d'une réglementation européenne absurde (2). Plusieurs manifestations de soutien furent organisées, y compris un rassemblement d'une trentaine de personnes devant le domicile du directeur de l'immigration. Ce dernier n'apprécia guère d'être placé en face de ses responsabilités jusque devant chez lui, alors qu'il est le premier à n'avoir aucun état d'âme à violer la vie privée des demandeurs d'asile et des sans papiers qui vivent en Islande.

Enfin, grand classique de la contestation écologiste, la veille des élections d'avril, des activistes ont aspergé de Skyr (fromage blanc islandais) teinté en vert les bureaux de campagnes des principaux partis responsables du saccage industriel de l'île : parti de l'indépendance, parti du progrès et sociaux démocrates. Comme chaque année depuis 2005, un grand campement sera organisé l'été prochain à partir du 18 juillet (3) pour protester contre la politique de construction de barrages hydro-électriques, qui ne semble pas avoir réellement cessé en dépit du changement de gouvernement et de la crise économique. Ce sera l'occasion de secouer le cocotier de la gauche-verte qui avait pourtant promis un arrêt immédiat des programmes de constructions.

Tonio, le 26 mai 2009

(1) L'Islande a acquis son indépendance vis-à-vis du Danemark en 1944.

(2) Bien que non membre de l'union européenne, l'Islande applique le règlement « Dublin II » qui impose aux demandeurs d'asile de rester dans le premier pays d'accueil. Vu sa position géographique, la Grèce, qui pourtant ne respecte pas les garanties minimales du droit d'asile, se retrouve être ainsi le réceptacle de nombreux réfugiés renvoyés par les autres Etats selon la bonne vieille pratique de la patate chaude.

(3) Informations détaillées en anglais sur le site : <http://savingiceland.puscii.nl/?language=en>



Réoccupons les usines

Le capitalisme détruit pour mieux reconstruire ; ainsi vont les guerres, les logiques de concurrence, la course aux profits, le mythe du progrès, les échelles de rentabilité et la création des marchés.

La crise économique annoncée ne justifie pas à elle seule toutes les destructions auxquelles nous assistons : fermetures d'usines, licenciements massifs, savoir-faire qui s'évaporent, misère et précarité qui se repandent... Si une partie des fermetures de lieux de production provient bien d'un assèchement des marchés dû à la crise, une autre est la conséquence du déplacement de capitaux vers des marchés plus juteux. Aujourd'hui, sous le règne du capitalisme, il n'y a rien de nouveau si ce n'est l'« autorisation » de la crise. La guerre économique ne connaît pas de trêve, elle s'intensifie juste, ces dernières années, inexorablement, de plus en plus. Quoi qu'en déplaise à certainEs qui affirmaient le contraire, il y a encore une dizaine d'années, la lutte des classes n'a jamais disparu, et voilà même qu'elle s'accroît.

Notre vie ne doit pas être centrée sur le travail comme l'organise le salariat aujourd'hui, l'esclavage ou le ser-vage hier. Il y a tellement de belles choses à faire, à part travailler ! Mais on ne peut pas refuser la question de l'organisation de la production au nom d'une philosophie qui grossièrement aurait tout dit en disant : « travail = tor-

ture » (en jouant sur l'étymologie du mot travail qui viendrait d'un objet de torture, le tripalium), car cela accré-diterait l'idée qu'il n'y a de place pour chacunE qu'en profitant de la production des autres, ou en imaginant que la vie ne vaut que quand chacunE se débrouille de son côté. Cela nous est assez étranger, à nous qui pensons que la vie prend aussi de la valeur quand un maximum de choses est partagé. C'est cela qui signifie pour nous la richesse.

Aujourd'hui, alors que de nombreux et nombreuses salariés perdent un peu partout leurs emplois et sont jetés dans la compétition de tous contre tous, il nous faut réinvestir le champ du possible. Ce qui se passe en Argentine, avec ces quelques boîtes vouées à la destruction par la logique de rentabilité mais reprises par des ouvrierEs, est une lutte qui pourrait être reproduite ailleurs. Car une boîte qui ferme, c'est souvent toute une région qui est dépossédée de sa signification collective. On le constate : les luttes ouvrières contre les fermetures ne sont pas menées uniquement par les salariéEs mais aussi par celles et ceux qui vivent avec. Réoccupons les usines, réapproprions-nous la vie, discutons de tout, y compris de ce que nous produisons : à quoi cela peut servir, avec quelles conséquences sur l'environnement naturel et social ? C'est cela, commencer une révolution.



Argentine

Une nouvelle vague de récupération d'entreprises ?

Depuis les premiers mois de 2009, l'Argentine connaît un regain de mobilisation ouvrière, principalement contre les plans de licenciements et les fermetures d'entreprises. Dans une situation où les enseignants se mobilisent pour les salaires, les travailleurs syndiqués du métro de Buenos Aires, faisant le bilan des nombreuses luttes victorieuses qu'ils ont récemment mené sur les conditions de travail (retour à la journée de 6 heures, création de 1500 postes de travail...), ont décidé de se séparer du syndicat péroniste CGT et de se doter d'un nouveau syndicat, c'est dans la métallurgie (secteur automobile) que les choses se dégradent le plus rapidement.

Des entreprises comme Paraná Metal (Santa Fé) et IVECO (Cordoba) ont été les premières à mettre les travailleurs en chômage partiel non rémunéré. Volkswagen a suspendu sa production en janvier et Renault prépare également un arrêt de la production de 30 jours. Dans ce contexte les rumeurs et menaces de licenciements massifs se font très insistantes.

Ici comme ailleurs ce sont les équipementiers qui sont les premiers touchés. Ainsi, une tannerie (Eagle Ottawa, à capitaux canadiens) travaillant surtout à la fabrication de housses pour sièges automobiles a laissé 450 ouvriers sans travail, faute de client. Les nombreuses luttes menées ces derniers mois par les travailleurs des pneumatiques (FATE, Pirelli y Firestone) se sont soldées par 200 licenciements et seulement quelques réintégrations.

Pour les plus grandes entreprises, les réactions des travailleurs qui menaçaient de tout paralyser ont contraint l'Etat à se montrer un peu actif pour maintenir la paix sociale et a dû pour cela élever quelques digues de contention, en priorité pour les plus grandes entreprises. Après avoir nationalisé les fonds de pension privés, il a distribué des dizaines de millions de pesos à plus de 200 entreprises, et dans bien des cas des accords tripartites Etat-patronat-ouvriers ont vu le jour avec des compromis du type qui ressemble fortement à du chantage : garantie de l'emploi contre baisse des salaires et/ou système de chômage partiel rotatif avec maintien d'un minimum d'indemnisation (600 pesos par mois, soit 120 euros), le poids et le monopole de la bureaucratie syndicale facilitant ce type d'accords.

En Argentine comme ailleurs, la résistance aux licenciements est une des données de la période.

« OCCUPER, RÉSISTER, PRODUIRE », LE RETOUR

Depuis quelques mois, plusieurs entreprises sont occupées et en cours d'expropriation et de récupération par leurs travailleurs à la suite de mesures patronales de licenciements et de fermeture.

Le processus est presque toujours le même. Le patron décide de fermer l'entreprise brutalement. Dans les mois qui ont précédés, les salaires n'ont pas été versés, ni les charges sociales, ni les congés payés. Il y a généralement deux cas de figure : une faillite plus ou moins "vraie", classique (vieillessement des équipements, concurrence, problèmes de commercialisation...) mais le plus souvent il s'agit d'une faillite déguisée et/ou volontaire : les propriétaires du capital préférant investir leurs bénéfices ailleurs.

Les salariés se mobilisent et occupent l'entreprise, le plus souvent pour éviter le déménagement des machines et essayer de voir comment faire face. Tout se fait dans la plus grande urgence et très vite se pose la question : que faire pour continuer la lutte pour la conservation des postes de travail ?⁽¹⁾ C'est là qu'intervient généralement l'idée d'une reprise de la production par les salariés eux-mêmes.

Alors que dans les plus grandes entreprises, les ouvriers se battent contre les licenciements, alors que les divers mouvements de chômeurs (en Argentine, on dit littéralement "travailleurs desoccupés") viennent de reprendre le chemin de la

lutte, en réactivant un nouveau cycle de mobilisations et de coupures de routes, on assiste en ce moment à un nouveau mouvement de récupération d'entreprises par leurs salariés. Ce n'est pas encore une vague importante mais elles sont au moins 8 répertoriées dans l'aire urbaine de Buenos Aires, toutes des PME, totalisant un peu plus de 1000 salariés et représentant différents secteurs : alimentation, textile, cuir, papier, édition.

Avant de voir un peu ce qui se joue en ce moment, il est nécessaire de revenir un peu sur ces expériences qui ont caractérisé le mouvement social argentin du début de la décennie.

A l'heure où la crise économique donne des ailes aux patrons pour licencier encore plus, pour désinvestir ici et investir ailleurs, cette forme de résistance et d'alternative mérite d'être connue car elle peut servir de référence politique ici en Europe, en France, pour les conflits sociaux se développant en ce moment dans des circonstances similaires en particulier autour des licenciements, des fermetures de sites, des dépôts de bilan et autre mises en liquidation.

PETIT RAPPEL NÉCESSAIRE

En 2001, lorsque l'économie argentine s'était retrouvée brutalement paralysée du fait de la crise monétaire locale, où la production avait chuté de 50%, la vague de récupération d'entreprises avait été beaucoup plus importante mais aussi plus lente à se mettre en place. Le nombre d'établissements concernés et récupérés par environ 8 000 travailleurs est estimé à 225, alors qu'en 2001, avant que n'éclate la crise, elles n'étaient qu'une quarantaine. Depuis cette date, beaucoup de ces entreprises ont pu embaucher, ouvrir de nouvelles lignes de production, et le nombre de travailleurs concernés se situerait aujourd'hui aux alentours de 15 000, cela alors qu'elles n'atteignent pas 30% de leurs capacités productives.

Au cours des premières années de la décennie ces emplois avaient mis du temps à être véritablement récupérés. Plusieurs mois se déroulaient sans que les travailleurs puissent prendre pleinement possession de l'entreprise et redémarrer la production. Dans certains cas, l'entreprise avait été vidée de la plupart de ses machines. Dans d'autres cas, il fallait les réparer car fortement endommagées, ailleurs le pouvoir politique avait fait cou-



per l'eau et l'électricité. Parfois, c'est au bout de deux ans que des travailleurs "récupèrent" leur entreprise comme pour l'hôtel de luxe Bauen au cœur de Buenos Aires.

L'entreprise textile Brukman, l'imprimerie Chilavert, la métallurgique IMPA, les céramiques Zanon, la biscuiterie Grissinopoli et l'hôtel Bauen ont été quelques unes de ces expériences paradigmatiques du début de la décennie, un mouvement qui s'est reconnu dans le slogan : « Occuper, résister, produire ». Ces "prises" d'entreprises ont eu au début à subir des réponses violentes de la part de la police et des divers pouvoirs politiques (locaux, provinciaux, de l'Etat central). Face à ces attaques, ces luttes isolées, éclatées, se sont transformées en de véritables foyers de résistance et d'alternative où se retrouvaient un ensemble de forces solidaires, mouvements assembléistes de quartier, *piqueteros* (chômeurs organisés), partis de gauche, étudiants, enseignants, salariés, voisins, artistes, etc. afin d'empêcher les expulsions, d'aider l'occupation des locaux et la mise en place des projets d'autogestion. Petit à petit, « l'occupation et la remise en marche de la production de quelques unes de ces entreprises, l'expérience concrète de la lutte et des relations d'exploitation ont mis sur la table la nécessité de construire d'autres types de relations sociales, dont le centre du débat est la "propriété" »⁽²⁾

Alors qu'en Uruguay les entreprises récupérées ont souvent pu compter avec le soutien du mouvement syndical, en Argentine ce fut plutôt l'exception car la CGT (syndicat d'origine péroniste), connue pour être surtout corporatiste, clientéliste voire maffieuse, s'en est détourné complètement quand elle n'a pas cherché à les combattre.

A mesure que le mouvement prenait de l'ampleur, il s'est doté de ses propres organisations de défense et d'assistance dont le plus important est le MNER (Mouvement National des Entreprises Récupérées), mouvement à la fois économique

et social, qui fait le pari d'une viabilisation à long terme de ce type d'entreprises, l'ensemble du secteur coopératiste représentant 50 000 postes de travail.

Avec la dévaluation du peso, la stabilisation politique (Nestor Kirchner) et le retour de certains niveaux de croissance économique depuis 2004, ce phénomène semblait avoir perdu de son acuité en terme de lutte tandis qu'il se consolidait économiquement.

NOUVELLES ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES

Aujourd'hui la situation est différente : les travailleurs réagissent beaucoup plus rapidement, essaient de redémarrer la production le plus vite possible afin de récupérer les postes de travail et les salaires. L'enjeu c'est donc aussi que ces entreprises qui n'ont pas fait faillite ne souffrent pas de détérioration dans les processus de fabrication comme dans leur capacité commerciale.

Vers la fin avril 2008, les travailleurs du Frigorífico Buenos Aires SA situé dans le quartier de Flores et où se fabriquent des charcuteries et saucisses de la marque Torgelón ont décidé d'occuper et de démarrer la production face à l'abandon des titulaires de l'entreprise. « Le conflit commença en partie en 2005 et se termina par le licenciement de 45 personnes. Ensuite, il y eut les suspensions et en 2007 les derniers licenciements. C'est là que nous avons fini par nous révolter. Ils justifiaient les licenciements en convainquant les gens que ce frigorifique pouvait continuer à travailler avec moins de personnes, en disant qu'il allaient rester avec ceux qui savent vraiment travailler et virer les autres » déclare un travailleur à l'agence Walsch.

Mais la "crise" n'est pas forcément la principale raison. Dans la plupart des cas, les patrons ont décidé de ne plus investir (et sans doute de placer leurs capitaux ailleurs), d'abandonner l'entreprise, la mettant ainsi progressivement dans une

situation périlleuse (cas de la chocolaterie Arrufat, de la filature Filobex-Febatex). Dans d'autres cas, les désaccords entre actionnaires peuvent être à l'origine d'un processus de désinvestissement ; c'est semble-t-il le cas de Indugraf, entreprise éditoriale qui a de gros clients comme le ministère de l'Education.

En fait, ces entreprises ont toutes connu un processus d'abandon, de désinvestissement et de lutte des travailleurs bien avant le krach de Wall Street

Nous avons ailleurs présenté l'histoire de l'entreprise alimentaire Disco de Oro en cours de récupération⁽³⁾

Voici trois autres entreprises, dans trois secteurs distincts. Trois cas d'école.

Chocolats autogérés (Arrufat)

Le 5 janvier dernier, lors de leur arrivée à la fabrique, les travailleurs ont la surprise de trouver un communiqué collé sur la porte. La propriétaire, Diana Arrufat, héritière du fondateur, informe ainsi les salariés que l'entreprise n'a plus les moyens financiers de continuer la production ni payer les salaires et invite les 54 salariés à rentrer chez eux jusqu'à nouvel ordre.

La réponse a été immédiate : la prise de l'entreprise. Cela faisait 10 mois que les salaires n'avaient pas été versés à cause paraît-il de l'associé de la patronne qui aurait détourné de l'argent... La production a chuté de 50% au cours de l'année et les produits phares traditionnels de l'entreprise (œufs de Pâques en chocolat et turrón de fin d'année) n'ont pas ou peu été fabriqués. En décembre, « ils ont vendus des bonbons et du turrón dans le local de vente au public, se sont fait 5800 pesos mais ont tout emporté, se sont payés leurs téléphones portable, leur chauffeur et sont partis » déclare une ouvrière au quotidien *Página/12*.

Pour les fêtes de fin d'année, les travailleurs ont reçu chacun 100 pesos et la promesse de trouver un investisseur au Mexique ou au Chili...

Le jour même de la mauvaise nouvelle, les travailleurs décident de ne pas rentrer chez eux. Ils prennent l'entreprise, s'installent dans une "assemblée permanente" et ont très vite l'objectif de la redémarrer sous gestion ouvrière.

L'état des murs de l'entreprise témoigne d'un manque d'entretien certain, mais pour les travailleurs, cette entreprise est viable, possède du bon matériel, et même une machine qui n'existe qu'à deux autres exemplaires dans toute l'Argentine.

Seulement voilà, sans cacao, crème de lait et sucre et avec l'eau, le gaz et l'électricité coupés difficile de remettre tout en marche avec la seule bonne volonté.

Certains travailleurs ont laissé tomber, pris par l'urgence de ramener de l'ar-

gent pour leur famille, partis chercher des petits boulots ailleurs ou s'occuper de vendre leur voiture pour payer leurs dettes. Mais ils sont encore plus de 30 à réfléchir à la mise en place d'une coopérative. Les travailleurs de l'hôtel autogéré Bauen sont venus avec des vidéos leur montrer ce qu'ils avaient fait. Puis est lancé l'idée de faire une fête de soutien pour commencer à réunir les fonds nécessaires au redémarrage de l'entreprise.

Pour l'occasion, les travailleurs se remettent au travail, avec les moyens du bord. Une première production artisanale est ainsi réalisée, et les premiers *dulce de leche* (4) ainsi que des bonbons aux fruits produits en autogestion sont vendus à cette occasion.

Lors de cette fête, les travailleurs, qui sont beaucoup des travailleuses, ont aussi vendus des bons d'achats pour l'autre grande spécialité, les œufs de Pâques qui seront produits dès que la matière première pourra être acquise. Ces bons d'achats sont également vendus dans le circuit des entreprises récupérées et aux habitants de ce vieux quartier porteño de La Paternal et de la Villa Crespo où se trouve la fabrique.

Pour Pâques, les travailleurs ont donc remis en marche les machines et ont produit 10 000 œufs en chocolat, ainsi que d'autres confiseries. Ce redémarrage a été rendu possible par un prêt d'organisations solidaires (dont les travailleurs de l'hôtel autogéré Bauen) qui a permis d'acheter les fournitures et de louer un générateur électrique car depuis la fermeture en décembre dernier, l'électricité reste coupée. Avec cette première "vraie" vente, les vingt-huit travailleurs présents, dont la majorité dépasse les 50 ans, espèrent pouvoir redémarrer l'activité et démontrer que le projet de coopérative est viable.

Filobel-Fematex

La "Cooperativa Textil Quilmes Limitada" a commencé à fonctionner le 12 février dernier avec 25 des 120 travailleurs que cette filature employait encore début 2008. La détérioration de la situation se fit doucement. Les licenciements ont été opérés petit à petit, un à un ou par petits groupes... sur fond de salaires payés au noir, le non-paiement des charges sociales, ni des extras...

Jusqu'au moment où, vers la fin 2008, alors qu'il ne reste plus que 10 salariés pour faire tourner cette filature, un groupe de licenciés, ils ne sont alors pas plus de 25, décide de s'installer dans une partie de l'entreprise afin d'obtenir la garantie de recevoir leur indemnisation car les patrons ne voulaient payer, en plusieurs fois, que 50% de l'indemnisation. La proposition patronale est refusée, et ils ont commencé à chercher une alternative.

Mais la situation est compliquée car l'entreprise est officiellement encore en fonctionnement traditionnel. Les patrons, après avoir licenciés plus de 100 personnes au cours des 18 derniers mois, proposaient d'embaucher de nouvelles personnes après le départ des derniers licenciés, alors même qu'ils affirment être criblés de dettes... Et là, ça a été le détonateur car ce n'était rien d'autre qu'une provocation avec le risque bien réel d'un déménagement des machines, seul moyen à la fois de pression éventuel face à la direction et condition absolument nécessaire pour redémarrer l'activité. Une partie des 10 salariés restants se sont joints au projet de récupération et d'autogestion malgré les pressions et l'argent versé par les patrons tandis que d'autres ont préféré suivre les patrons... et se trouvent maintenant en dehors de la coopérative. Ce qui a généré un conflit entre salariés, conflit attisé par les patrons qui eux ne semblent pas vouloir abandonner la partie. La situation reste donc extrêmement conflictuelle.

Le projet de coopérative semble avoir reçu un accueil favorable dans le secteur de l'économie sociale et aussi à la mairie de Quilmes. Mais elle démarre avec un conflit ouvert avec l'ancienne direction qui n'a semble-t-il pas abandonné son projet de reprendre pied dans l'entreprise. Aux dernières nouvelles, les patrons portaient plainte contre ceux qui se sont emparés de l'entreprise.

Indugraf

Cet atelier graphique situé dans le quartier relativement central de Parque Patricios est en conflit depuis le 24 novembre 2008, date à laquelle les patrons décidèrent sa fermeture. C'est par télégramme que les 88 employés apprirent qu'ils étaient licenciés. Dans un premier temps, les salariés s'installent dehors, organisent un camp de tentes devant la porte de l'atelier, afin

d'éviter que les patrons n'enlèvent les équipements et les machines. Et aussi pour continuer collectivement la lutte sur le paiement des salaires en retard et la poursuite de l'activité.

Devant l'absence de réponse de la part du patron et voyant que le conflit allait être long, réunis en assemblée les travailleurs ont décidé de pousser la porte d'entrée et d'occuper les lieux.

C'est le 10 décembre qu'ils se sont emparés de l'entreprise. Du matériel avait été enlevé, mais pas tout. Pendant deux mois, ils se sont installés dans les murs pour surveiller les installations que les patrons avaient abandonnées. Ils ont résisté aux poursuites judiciaires lancées par le procureur à la fois en vue de les expulser et aussi de les inculper d'"usurpation". Ils ont aussi su résister aux offres trompeuses faites par les patrons par l'intermédiaire d'un syndicat de la branche graphique prêt à transiger sur tout. Les travailleurs ont présenté devant le Tribunal de la Ville de Buenos Aires un projet d'expropriation qui souligne le caractère d'utilité publique de la production. Parallèlement, ils terminaient les démarches pour la création et l'inscription de la "Cooperativa Gráfica 10 de diciembre", du nom de ce jour où ils ont pris possession de l'entreprise.

Ils ont du papier, et il reste des commandes qui n'ont pas été toutes honorées, notamment des livres scolaires car l'un de leurs principaux clients n'était autre que le ministère de l'Education.

PÉRENNISER L'ENTREPRISE

Les travailleurs de ces entreprises demandent que les différents niveaux du pouvoir politique (Etat, province, municipalité) les aident car disent-ils, il n'y a pas de raison qu'ils le fasse pour les entreprises avec patron et pas pour nous : aide financière au démarrage pour acheter les matières premières et faire face aux premières dépenses et accord de type politique et juridique pour que soient facilités



tées les démarches légales et réglées les problèmes en suspens avec les anciens patrons.

Au niveau juridique

Car tout projet de ce type suppose que soient réunies plusieurs conditions qui demeureront toujours un risque. Ces objectifs, ceux qui surviennent dès le redémarrage, sont la stabilité juridique, productive et économique.

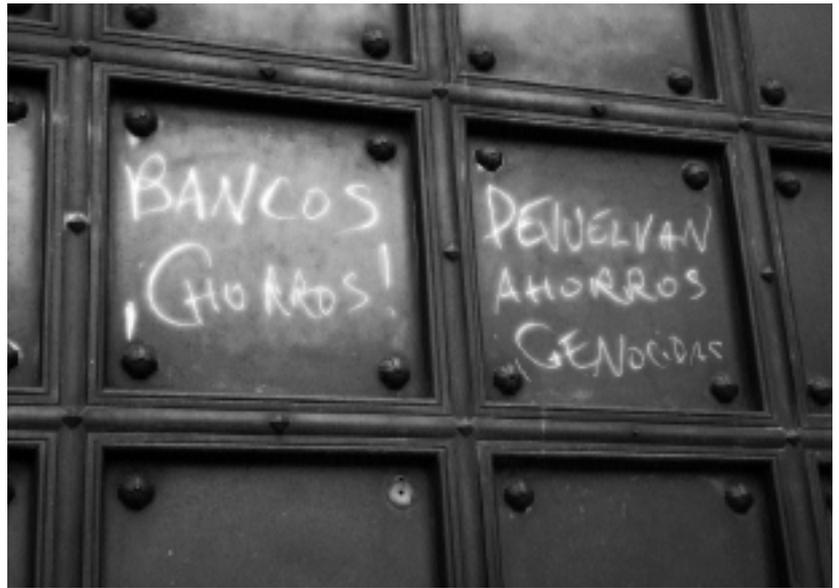
Toute récupération, pour être entérinée légalement, doit passer nécessairement par une expropriation prononcée par les pouvoirs publics ou la négociation d'un contrat de location avec le propriétaire.

Avec la réforme de la loi qui règle les faillites (2002), il n'est plus nécessaire pour les travailleurs d'occuper des usines pour obtenir le droit de disposer des biens de production. La possibilité est par ailleurs ouverte de « céder la continuité de l'exploitation des entreprises en faillite à des coopératives ». Cette possibilité n'implique cependant pas nécessairement la récupération de l'entreprise par les travailleurs, la loi n'étant pas claire sur la priorité à donner à la réactivation de l'entreprise sur la liquidation ou la revente à de nouveaux investisseurs. Et parmi ces « nouveaux » investisseurs ont pu apparaître parfois des prétendants d'anciens propriétaires cherchant à racheter leur entreprise à bas prix. En fait, « un juge qui entend encourager une coopérative doit négocier un contrat de location avec le propriétaire ou attendre une décision d'expropriation prise par les pouvoirs publics. "L'Etat exproprie pour construire des routes, pourquoi pas pour le bien social et le droit au travail ?", argumentent les porte-parole du MNER. »⁽⁵⁾

Dans 31% des cas, les entreprises récupérées bénéficient d'un contrat de location, beaucoup travaillent sans cadre légal clair et 29% d'entre elles ont obtenu des formes d'expropriation partielle (les machines mais pas les murs par exemple) et ou transitoire, limitée dans le temps (2 ans), au terme duquel, « si l'Etat n'a pas indemnisé le propriétaire et les créanciers, ceux-ci peuvent demander la mise en vente du bâtiment et des machines... »⁽⁶⁾ Ou bien encore, le matériel et les murs mais pas la marque, de sorte que l'entreprise récupérée est réduite à un statut de sous-traitant exclusif pour un donneur d'ordre ou sous les ordres de fait d'une structure « cliente » qui commercialise les produits et la marque.

En 2004, douze entreprises ont été définitivement expropriées par la Ville de Buenos Aires. Les coopératives bénéficiaires de cette mesure disposent de trois ans de grâce, puis de vingt ans pour acheter à crédit les murs et les machines.

Mais ce traitement au cas par cas n'est pas suffisant : les travailleurs réclament une loi d'expropriation définitive



qui servirait à toutes les entreprises récupérées. Sur ce point les divergences sont importantes. Certaines entreprises, souvent sous influence de courants politiques trotskistes, demandent la nationalisation ou étatisation "sous contrôle ouvrier" pour garantir les emplois au-delà de l'expropriation, quitte à remettre la direction de l'entreprise aux mains de fonctionnaires. D'autres entreprises ne voient pas pourquoi il faudrait faire confiance à un Etat fondamentalement capitaliste, malhonnête et corrompu et donc défendent les coopératives autogérées et le refus de la délégation du pouvoir de direction. Dans les faits, ce débat est un peu passé au dessus de la tête des travailleurs concernés : le principe de réalité s'est imposé et ce sont les coopératives qui ont été choisies. Malgré leur situation précaire, malgré que même en cas de viabilité économique, le cadre juridique n'offre aucune garantie car les expropriations prononcées ne sont jamais définitives et qu'il n'y a pas appropriation des moyens de production par le collectif des travailleurs organisés en coopérative. Seuls dans de rares cas jugés "stratégiques" comme une mine de charbon en Patagonie (Yacimientos Carboníferos Río Turbio), les entreprises ont été ré-étatisées.

Quelle pérennité économique ?

L'objectif principal est de maintenir les emplois et donc l'activité. Aux difficultés juridiques s'ajoutent celles purement économiques : l'état des machines, les stocks de matières premières, les dettes laissées par les ex-patrons qui ne sont pas incluses dans le périmètre de l'expropriation et qui restent donc pendantes.

Comme n'importe quelle entreprise, elles ont besoin de fonds pour démarrer. La plupart du temps, les entreprises récupérées doivent faire appel à la solidarité pour créer un capital de départ. Mais

aussi à des avances de trésorerie de la part des fournisseurs, quant aux salaires, les premiers mois ils ne sont tout simplement pas versés. Comme les banques leur sont interdites de fait, elles sont amenées à demander des fonds publics. Et là-dessus, la bataille n'est pratiquement jamais gagnée. En novembre 2004, la ville de Buenos Aires avait approuvé un projet de loi d'expropriation définitive en faveur des entreprises récupérées de la ville. La même année, le gouvernement de la province de Buenos Aires a exproprié une douzaine d'établissements et le gouverneur a créé un Fonds Productif et une Direction du Plan de Récupération pour les entreprises en crise. Les deux organismes ainsi qu'un Fonds Financier ont été rattachés au Ministère des affaires agricoles et de la production. Mais des mots aux choses....

De même que le gouvernement Kirchner a réussi à se stabiliser en intégrant, en cooptant un certain nombre de leaders des mouvements de la contestation sociale des années 2000-2003, les différentes équipes installées par Kirchner (dans les mairies, les administrations provinciales) ont joué un rôle intégrateur de ces expériences, en aidant, même très modestement, à la mise en place de système d'assistance à la création de coopératives. Le MNER se situe dans une mouvance politico-sociale proche de l'église catholique et du néo-péronisme de "centre-gauche" incarné par le couple Kirchner. Il se veut le partenaire de l'Etat pour lutter contre le chômage et demande des mesures pour la formation, le crédit, et la reconnaissance légale des coopératives au sein de l'économie sociale.

Ces fonds alloués par l'Etat et les provinces ne sont que très peu distribués. Les entreprises récupérées sont donc dans une situation très précaires particulièrement au début. N'ayant pas pu constituer de capital d'exploitation (fond de roulement), beaucoup de retrouvent dans une situation de "travail à façon",

ainsi que le soulignaient en 2006 les participants à une rencontre entre entreprises autogérées (Chilavert, Brukman, Bauen...). Beaucoup d'entreprises récupérées ne fournissent que le travail, ne vendent qu'un processus de fabrication. C'est une nécessité en l'absence de capital de roulement pour soutenir le cycle des approvisionnements en matières premières et matériaux. Le commanditaire fournit la matière première et récupère le produit fini. Il est donc celui qui fixe le prix de la main-d'œuvre, impose le rythme de production et contrôle la chaîne de distribution. Pour les entreprises récupérées, c'est une "perte de contrôle". Bien sûr, au fur et à mesure que l'entreprise se stabilise, elle peut se constituer un petit fonds de roulement qui permet de combiner travail à façon et production propre.

La principale difficulté tient au fait que la plupart du temps ces entreprises travaillent pour d'autres entreprises et non directement pour un marché de produits finis qu'il suffirait de commercialiser auprès du grand public. S'il y a effectivement "crise", arrêt brutal des commandes comme dans le cas de l'automobile, les sous-traitants n'ont guère d'autre solution que d'essayer de diversifier, mieux encore de redéfinir ce qu'ils produisent et en direction de qui ils le font.

LA DIMENSION POLITIQUE DES ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES

Cela a été dit et répété. La "prise" des entreprises par leur travailleurs, leur récupération et le redémarrage de la production sur un mode autogestionnaire a toujours été d'abord et essentiellement une réponse collective à une situation donnée, non désirée : la fermeture de l'entreprise. « La caractéristique des expropriations constatées en situation critique réside dans le fait que la forme d'organisation naissante n'est pas le résultat d'un projet poli-

tique minutieusement pensé, prémédité, mais d'une réponse donnée dans l'urgence. L'autogestion a été mise en place, en Argentine, pour sauvegarder les outils de travail ainsi que la possibilité de redémarrer une activité stable et rémunératrice. »⁽⁷⁾

Ces modes d'action et ces projets n'ont pu se réaliser que grâce au soutien qu'on reçu ces travailleurs : habitants du quartier, autres entreprises autogérées, militants, artistes...

Mais si l'action des travailleurs n'a pas été le fruit d'un travail politique préalable, le système de participation directe à la prise de décision dans l'entreprise, l'organisation horizontale -et non plus pyramidale- du travail, la discussion sur la propriété collective, la mise en place le plus souvent d'une égalité des salaires ont favorisé une politisation des salariés : « leur action autonome d'occuper, résister, produire, vendre, percevoir l'argent, se payer eux-mêmes, remet en cause le monopole de ce savoir et de cette autorité qu'exerce le patron et que transmet le contremaître »⁽⁸⁾. De fait, et encore de manière larvée ou embryonnaire, un pouvoir différent commence à s'opposer au pouvoir constitué. Mieux que mille discours sur la nécessaire prise de conscience, « le fait que les travailleurs prennent en charge les entreprises abandonnées par les patrons met en lumière une des grandes mystifications qui permet au système de fonctionner : ce n'est pas le fruit de la nature si le patron dirige, et si les machines appartiennent à quelqu'un d'autre plutôt qu'à ceux qui les entretiennent et les font fonctionner tous les jours »⁽⁹⁾.

Bien évidemment, le fait que l'entreprise soit dans un cadre capitaliste et marchand crée une tension entre une dynamique interne égalitaire et libérée de la tutelle patronale et l'insertion dans une logique de marché et cette autre forme de commandement, d'obligation qu'est la satisfaction du client dans un cadre concurrentiel. Ils en sont conscients. Ainsi, Fabio Reseno, de l'hôtel autogéré Bauen : « Nous fonctionnons

tous sous une double logique. Même si nous n'avons pas de patron, nous sommes en concurrence sur le marché, un marché qui est en lui-même cannibale et sauvage. Pour survivre, nous devons atteindre une rentabilité, ce qui nous amène être compétitifs, et dans la course folle de la concurrence se crée de l'auto-exploitation, du travail au noir, du désespoir à devoir réduire les coûts. C'est ce que nous voulons éviter, parce que l'autogestion n'a pas de sens si tu ne peux pas produire autrement. »⁽¹⁰⁾

L'autogestion en système capitaliste n'est pas une solution anti-capitaliste ou alors de manière très partielle. Elle a à la fois un caractère rupturiste dans sa dynamique ascendante, dans les moments de sa mise en place et les épisodes de lutte collective, avec les voisins, avec le quartier. Mais cette autogestion, même la plus égalitaire, la plus horizontale, ne peut échapper à un caractère plus défensif, voire conservateur quand les problèmes de gestion et de production prédominent et éclipsent ceux portés par la lutte.

Elle demeure néanmoins un gros caillou dans la chaussure des capitalistes et des oligarques qui y voient à juste titre deux dangers essentiels : celui concernant le respect total et absolu du droit de propriété et celui de l'autonomie, de la démocratie directe, du pouvoir exercé par les travailleurs sur les lieux mêmes, symboliques et effectifs, de l'exploitation et de la domination. Un pouvoir qui vient contester les pouvoirs établis et tout ce qui les légitime, à commencer par le savoir supposément supérieur de ceux qui commandent. Ainsi s'explique les limites et oppositions de toutes sortes posées par les pouvoirs publics au développement des coopératives issues des luttes sociales en Argentine : sans cela, il ne fait aucun doute que celles-ci ne regroupaient pas actuellement 15 000 personnes mais 20, 30 fois plus... Car aux entreprises qui n'ont pas pu être récupérées par les travailleurs (en 2001, les faillites ont concerné 200 000 PME dans tout le pays), il conviendrait d'ajouter toutes les structures économiques collectives mises en place par les divers mouvements de chômeurs (ateliers de toutes sortes, jardins maraîchers, boulangeries, restaurants communautaires...).

A ceux qui n'y voient que des expériences marginales, qui n'attaquent pas le cœur du capitalisme, on peut répondre ceci : si ce sont bien les banques, les sociétés financières, les opérations boursières et les multinationales qui commandent l'économie globale et tout le système de la sous-traitance et celui de la circulation monétaire, ce sont les PME qui forment l'essentiel du tissu productif où se concentre la très grande majorité des salariés. Ce sont aussi dans ces entreprises que les travailleurs peuvent plus facilement briser les chaînes invi-



sibles de la propriété privée des moyens de production et du pouvoir patronal.

La portée du contenu politique de ce type d'autogestion, sa capacité de subversion des vieilles valeurs d'autorité, de soumission, est fonction de la situation politique générale et des éléments subjectifs de celle-ci parmi lesquels la colère, la révolte, le sentiment que l'impossible devient possible, tiennent ou pas une place importante. Dans un moment où le capitalisme même est mis en cause, l'exercice de modes de production collective sans patron, sans hiérarchie, sans pouvoir vertical, et dont la mise en place fait suite à des luttes collectives, constitue en lui-même une indication politique de toute première importance sur le type d'issue possible, sur l'un des aspects que pourrait prendre l'"autre monde possible" que le capitalisme pour lequel nous pensons qu'il vaut la peine de se battre : la remise en cause de la propriété privée au profit d'une propriété ou possession collective, sociale de ceux et celles qui produisent et la mise en place d'un autre pouvoir, celui que beaucoup d'anarchistes défendent, le "pouvoir de" contre le "pouvoir sur", pouvoir-capacité versus pouvoir-domination. Là se situe indéniablement une des articulations majeure et possible entre mouvement de lutte sociale et projet politique d'émancipation.

UN EXEMPLE POUR ICI ?

Il est toujours audacieux de vouloir transposer des expériences d'un lieu à l'autre, d'un continent à un autre. Néanmoins, quand il est possible de repérer des similitudes, il n'y a aucune raison de ne pas les mettre sur la table en vue d'enrichir la discussion et de donner quelques pistes. Une multinationale qui vire 10 ou 20% de ses effectifs, ce n'est pas la même chose qu'une PME qui met la clef sous la porte ; les réponses des salariés sont de fait différenciées et adaptées à chaque situation.

Le dos au mur, les salariés licenciés

n'ont pas d'autres vraie solution que de se battre, d'arracher aux décideurs, aux possédants, les moyens de vivre le plus dignement possible c'est-à-dire pour commencer de ne pas payer les pots cassés de la crise, mais au contraire de faire payer les riches, les capitalistes et les banquiers qui n'ont en aucune manière été "ruinés" par le krach financier puisque les milliards d'euros et de dollars partis en fumée n'étaient essentiellement que de l'argent fictif, de la spéculation sur des "produits financiers" sans aucune matérialité.

A la lumière des expériences en cours en Argentine, et que l'on retrouve aussi en Uruguay et au Brésil, la récupération d'entreprises et leur mise en autogestion apparaît avant tout comme une solution réaliste dans un contexte de crise, de fermetures d'entreprises, de faillites ou dépôts de bilan. C'est en cela que ces solutions nous parlent ici et peuvent tout aussi bien représenter une alternative aux licenciements, même ceux présentés comme les mieux "accompagnés" socialement.

Dès aujourd'hui, l'expérience argentine semble donner des idées à certains. Ainsi Alex Lollia, un des leaders du LKP guadeloupéen déclarait à la mi-avril à propos de la situation présente et à venir : « Il y a par exemple une dizaine de patrons qui abandonnent en ce moment les entreprises après avoir bénéficié des cinq ans de défiscalisation. Nous pensons qu'il faut les reprendre et les transformer en coopératives ouvrières de production pour faire ce dont l'Etat se montre incapable : sauver les emplois. »⁽¹¹⁾

Solution réaliste ne veut pas dire facile, au contraire. Il s'agit de luttes collectives, dures, où le collectif des travailleurs et la solidarité entre ses membres sont mis à rude épreuve, contre le sacro-saint droit de propriété des actionnaires, contre les patrons et aussi contre l'Etat, puisque dans ce type de conflit, il faut lui forcer très fermement la main afin d'obtenir, entre autre, des expropriations. Des milliers de tra-

vailleurs argentins ont simplement démontré à la fois modestement et par une incroyable détermination que c'était possible, dans une situation, un rapport de force au moins aussi défavorable qu'ici.

L'activité autonome des travailleurs et leur auto-organisation, la prise des moyens de production ne sont pas la découverte d'une révélation, d'un ailleurs inatteignable, la saisie d'une "utopie" absente de toute localisation ; elles ne sont que l'affirmation disruptive d'une capacité de pensée, d'action et de décision surgie dans le cours même des événements qui scandent leur propre histoire : ici la défense de leur "source" de travail. C'est assurément une leçon de politique.

Le 19 avril 2009

En Argentine, on parle littéralement de "source de travail" et non de poste.

² "Balance de ocho años de gestión obrera. Fábricas recuperadas en Argentina : alternativas ante la crisis" / Luisina Castiglioni, ANRED Buenos Aires, 19 mars 2009

³ Voir "Argentine : encore une usine récupérée par ses ouvriers !", <http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article518>

⁴ Spécialité régionale : sucrerie à base de crème de lait cuite et sucrée ⁵ "Le droit au travail avant le droit à la propriété", écrit par Cécile Raimbeau pour le Monde Diplomatique de septembre 2005.

⁶ Cécile Raimbeau, article déjà cité.

⁷ "Autogestion : La récupération d'entreprises en Argentine", par Federico Calo, Caroline Pévrier et Lilia Theurie, site *Almas Latinas* [http://www.almalatinas.com/articles/articles.php?id_art=268&idioma=fr]

⁸ "Entreprises sous gestion ouvrière : le succès et ses dangers", par Eduardo Lucita, RISAL 2006

⁹ Eduardo Lucita, article déjà cité.

¹⁰ "Ni cuentapropistas, ni patronos", Laura Vales, *Página/12* du 15 septembre 2008

¹¹ *Siné hebdo* du 14 avril 2009. Sur le mouvement social en Guadeloupe, voir l'article très complet de *Courant Alternatif* n°189, Avril 2009, "Guadeloupe : 44 jours pour changer le monde" [<http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article542>]



Argentine dernière minute Entreprises récupérées

Depuis la rédaction de l'article précédent, la situation de plusieurs entreprises a évolué.

Et plutôt dans la bonne direction.

Le 13 mai, la chambre des députés de la province de Buenos Aires a approuvé la loi d'expropriation de la coopérative Quilmes (ex Filobel - Febatex). Cette mesure, qui doit passer devant le Sénat et ensuite être approuvée ou non par le gouvernement, est dans tous les cas une première victoire car elle éloigne le risque d'expulsion dans un avenir proche (qui avait été ordonnée par la justice suite à une plainte des anciens patrons) et permet aux travailleurs de véritablement mettre en place le redémarrage de la production en autogestion. La veille, une manifestation avait été organisée conjointement avec ceux de Esperanza del Plata (ex Envases del Plata) et de Disco de Oro.

De leur côté, ces deux entreprises autogérées ont aussi obtenu quelque chose : leur immatriculation de la part du gouvernement provincial ce qui est une forme de reconnaissance légale. Cela leur permet « d'avancer dans la commercialisation des produits. Maintenant, avec tous les papiers, nous pouvons faire tout type de transaction commerciale » précise Alejandro, de la coopérative Esperanza del Plata (journal local en ligne Quilmes présente).

Une nouvelle entreprise est en cours de récupération. CIVE, avec 75 salariés, située à Cordoba. Cette entreprise sous-traitante de l'automobile, spécialisée dans les pare-brises et vitres (clients FIAT et IVECO) a été déclarée en faillite. Depuis le 27 avril, les travailleurs occupent les locaux et ont entamé les démarches et la bagarre avec le pouvoir politique pour fonder une coopérative et la faire reconnaître. Cela serait la troisième dans cette

ville qui compte déjà une clinique médicale (Junín) et un quotidien juridique (Comercio y Justicia) fonctionnant en autogestion.

Etatisation

L'étatisation des entreprises en difficulté est présentée par certains, notamment les courants trotskistes et les nationalistes de gauche, comme la solution car elle garantirait les emplois et maintiendrait un secteur productif national.

Une autre entreprise en difficulté et en lutte depuis des années, Massuh (fabrique de cellulose et de papier) qui dispose de deux usines et un total de 600 salariés semble s'acheminer vers une prise en charge par l'Etat sous le nouveau nom de Planta Papelera Quilmes. Cette nouvelle entreprise devant être dirigée par un comité dirigé par des représentants de l'Etat et la participation de représentants des travailleurs. Il n'y a pas expropriation, mais une forme d'étatisation par l'apport de fonds de pension administré par l'Etat (avec un montage juridico-financier complexe : fidéicommiss et paiement d'un usufruit aux "patrons" pour que ceux-ci paient leur dettes à l'Etat) et... pas d'autogestion. Si les emplois sont sauvés pour le moment, il n'est pas certain que cela soit une garantie. D'ailleurs, le secrétaire d'Etat au commerce, Guillermo Moreno, nouveau directeur de l'entité, lors d'une visite à l'usine de la zone sud de Buenos Aires après avoir précisé que ceux qui mettent de l'argent décident, a prévenu que « les gestionnaires comme les travailleurs seront évalués pour voir s'ils sont en mesure de continuer à leur poste » (quotidien El Sol du 19 mai 2009). L'étatisation, une solution ?

Fermeture et occupation

Le groupe Mahe possède 80 usines dans 25 pays et près de 50 000 salariés (en France à

Ingersheim en Alsace et à Persan dans le Val d'Oise qui doit fermer en juin). Elle fournit Volkswagen, Audi, BMW, Toyota, Ford, General Motors.

L'entreprise allemande spécialisée dans les pistons veut fermer son usine de Rosario, 520 salariés. Dès qu'a été connu l'annonce de la fermeture de l'usine, les travailleurs ont occupé l'établissement pour défendre les postes de travail et aussi surveiller les équipements. Les derniers mois, toute la documentation sur les processus de production, les plans, les archives ont été vidés. Maintenant, ils craignent pour le matériel, car Mahe possédant 7 usines au Brésil, il est fort probable que les machines y soient envoyées.

Lors de la manifestation du 1er mai, où plus de 4000 personnes se sont retrouvées devant les portes de l'usine il fut noté l'absence totale des représentants du syndicalisme officiel affilié à la CGT péroniste et qui est celui qui de droit "représente" les travailleurs lors des négociations.

Devant l'importance de l'enjeu et la réaction massive des travailleurs, le gouvernement a réagi. Pendant le délai de conciliation obligatoire (jusqu'au 3 juin prochain), de nombreux officiels de l'Etat et de la province de Santa Fé (ministres, députés, sénateurs...) se sont agités, font des réunions, communiquent beaucoup et disent s'activer pour trouver un repreneur : il est vrai qu'il y a bientôt des élections. Aux dernières nouvelles, deux repreneurs seraient sur les rangs sans que soient encore connus leurs projets.

Pendant ce même délai les travailleurs restent mobilisés. Le 15 mai, ils sont sortis dans la rue pour une marche dans le centre de Rosario aux cris de « L'usine ne ferme pas ! ». Accompagnés de plusieurs centaines de personnes de différents mouvements ou organisations sociales et politiques et aussi des travailleurs du secteur bancaire qui les ont rejoints sous la slogan « Unité des travailleurs ! ».

A suivre...
le 20 mai 2009



« Ouvrir le champ des possibles »

Pour les « plumes » de l'ordre bourgeois, les conflits actuels ne sont que le résultat de la crise ; dès la première accalmie venue, tout rentrera dans l'ordre. Avant d'aller plus loin, il faut souligner plusieurs choses : la trop grande complexité de la crise rend celle-ci encore incompréhensible dans son ensemble. Ensuite, la relance de la production par la consommation ou l'extension de la demande dans les pays émergents, si cela est possible, peut demander des années, voire un siècle, personne n'en sait rien, ni même si cela est possible. Tout cela est de l'ordre de l'hypothétique et n'a que peu d'utilité pour les travailleurs et travailleuses. De toute façon, le capitalisme est un système de profit. Il n'est pas un système de création d'emplois, bien que dans le cours des événements des emplois puissent être créés (1). La crise est simplement en train de faire disparaître le « mensonge déconcertant » créé par les Etats capitalistes : la lutte des groupes sociaux dans le travail n'a jamais disparu dans les méandres de l'Histoire. Le lieu de travail est toujours une structure autoritaire et antidémocratique. Les conflits liés au travail sont des éléments permanents de notre société. Les travailleurs sont obligés de lutter pour pouvoir survivre, les « conditions objectives » les y contraignent. Bien sûr, cela ne les pousse pas nécessairement à faire la révolution.

La guerre du travail

Dans les conflits sociaux actuels, qui sont en très nette augmentation, les pratiques de luttes collectives et individuelles s'entremêlent. Face à la hiérarchie, les résistances existent et ne sont pas forcément conditionnées par la présence d'un syndicat. Ainsi, l'absentéisme est une stratégie d'évitement et de retrait qui permet d'échapper à la pression des chefs ou au travail, et même de lancer une lutte sur le plan juridique. L'arrêt de travail de courte ou de longue durée a des répercussions importantes pour désorganiser une production qui est toujours à flux tendu (2). Le sabotage permet lui aussi de perturber la machine ou de miner l'entreprise. Les sabotages sont souvent des actes individuels, mais pas toujours. La résistance peut s'associer à d'autres activités de base, comme la grève perlée ou la diminution de la production. Plusieurs secteurs peuvent aussi être touchés et s'imbriquer. La taille de l'entreprise a une incidence sur les stratégies de lutte : actions collectives dans les grandes structures, individuelles dans les petites entreprises. La raison est que, dans les petites entreprises, la proximité et la surveillance de la hiérarchie

empêchent les mobilisations collectives. Les relations avec les chefs y sont très individuelles, paternalistes voire de type domestique. Cela individualise la violence des rapports hiérarchiques et la lutte dans l'entreprise. Autre précision : la présence ou non d'un syndicat n'indique pas nécessairement que tout va bien, car la guerre au travail traverse l'ensemble du monde du travail. Enfin, l'explosion d'une grève au sein d'une entreprise est loin de n'intéresser que les salariés : des étudiants (des fois) ou des précaires viennent dans certains cas aider. Un conflit social peut se répandre dans une autre entreprise voisine, et de ce fait toucher tout un bassin industriel. Plus largement, les luttes locales créent des solidarités, et même des liens dans la ville touchée par la destruction d'un site industriel ou d'une entreprise. Ainsi, le monde du travail est loin d'être cloisonné et cartographié. Au-delà de la description des modes d'action et de leurs conséquences, la crise actuelle est en train de faire exploser une réalité : les conflits sont loin d'être l'apanage du secteur public. Dans le secteur privé, l'industrie reste le lieu central d'éclosion des grèves et des conflits du travail (devant les transports et les services). Ainsi, la crise n'a fait qu'accentuer la hausse des entreprises touchées par les conflits en France, car cette hausse est continue depuis les dix dernières années. Simplement, les grèves, tout comme les grandes journées syndicales de l'année 2009, ne sont pas les seules formes de lutte des travailleurs. Les conflits sont nombreux, multiformes, et les manifestations saute-mouton ne reflètent rien sinon la complète intégration des bureaucraties syndicales à l'ordre du Capital. Les conflits n'ont jamais disparu, sauf dans les journaux et les revues scientifiques...

Adieu Etat et patrons !

Tous ces actes et ces conflits sociaux témoignent d'une activité autonome des travailleurs et de la guerre qui se déroule dans le travail. La remise au goût du jour de pratiques anciennes, telles que la séquestration, témoigne de l'inventivité et d'une mémoire collective des travailleurs (3). Cette activité autonome est souvent très difficilement quantifiable, car elle est criminalisée par la justice et marginalisée – voire dénoncée – par les syndicats. Dans ces conditions, il est normal que les travailleurs restent silencieux. Il faut aussi ajouter que pendant très longtemps, dans les revues scientifiques, les journaux et les livres spécialisés, les luttes sociales n'ont été étudiées que par rapport aux syndicats ou aux partis politiques. Ce

choix de grille d'analyse est bien sûr politique et vise à faire croire que les travailleurs ne s'expriment qu'à travers des représentants syndicaux ou des élus (4). Les faibles effectifs des syndicats ne témoignent pas de la mort de la classe ouvrière en France et de la fin de la lutte des classes. Les ouvrierEs, les employéEs, les précaires constituent toujours la grande majorité des travailleurs. La caractéristique fondamentale de la classe des travailleurs, c'est toujours l'insécurité économique et donc le rapport de forces avec le patron. Ainsi, le plus grand danger pour les institutions, c'est l'établissement de nouvelles formes de lutte ou de structures en dehors des partis, des syndicats et des associations. Dans un contexte difficile, il est normal pour le pouvoir politique de cacher ou de minimiser les conflits sociaux afin d'éviter les prises de conscience collective ou les explosions de liberté. Le Capital, comme système d'exploitation, a besoin de marges de liberté pour pouvoir exister ; l'autonomie des travailleurs lui est nécessaire mais elle peut aussi le renverser. Enfin, l'intégration des travailleurs au système du Capital est loin d'être totale, car ce système produit des crises et donc des brèches pour des changements sociaux radicaux dans le cadre d'une crise révolutionnaire. L'Histoire est création et n'a pas de processus naturel ; le projet d'une société autonome (par des conseils ouvriers ou une forme plus élaborée de l'autogestion) est un possible qui ne sera réalisable que dans les brèches causées par les luttes de celles et ceux qui refusent l'exploitation. Plus largement, les modes d'action des travailleurs et de tous ceux qui refusent le Capital sont une source de transformation et de révolution.

1. Tiré de *Travailler pour la paie : les racines de la révolte*, Acratie, 2008.

2. Tiré de *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, édition du Croquant, 2008.

3. Ces pratiques sont anciennes et ne sont pas une exclusivité de l'histoire de France. Ainsi, lors des révoltes de 1905 en Pologne, des patrons ont été séquestrés jusqu'à l'obtention de concessions.

4. L'élection est un principe aristocratique...

5. Avant 1789, personne n' imagine la fin de la monarchie ; après 1789, personnes n' imagine le retour d'un roi sur le trône de France.

Séquestrer son patron : c'est radical, et ça marche !

On les croyait oubliées. Les séquestrations de patrons, qui avaient marqué les années 1970, avec de 100 à 200 par semaine, sont de retour. En moins de 2 mois, une dizaine de sites industriels ont vu des ouvriers retenir leur patron ou de hauts cadres de leur entreprise. Ces opérations restent, pour l'heure, brèves et sans violences physiques. Mais dans un climat social tendu, elles montrent un cran supplémentaire dans l'exaspération des salariés d'entreprises touchées par les plans sociaux ou une fermeture. Eux appellent cela "une retenue", pas une séquestration.

"La retenue est devenue la nouvelle forme d'action de salariés à bout"

C'est dans des sites menacés de fermeture ou par un plan de licenciement sévère, et dans lesquels le dialogue social est dans l'impasse, que les salariés décident de retenir leur patron ou leurs cadres. Rien à voir donc avec les séquestrations et occupations d'usine des années 1970. Alors, les actions radicales, emmenées par des militants politiques, s'inscrivaient dans un contexte de plein emploi et de conquête de nouveaux droits. Les actions des ouvriers de Caterpillar, de Scapa ou de Continental se déroulent dans un paysage radicalement différent. Ce sont des actions "en creux" : les salariés tentent de sauver des emplois ou de négocier de meilleures conditions de départ.

Mais il y a un point de rupture, un basculement, un changement essentiel de perspectives. Ne faut-il voir dans le "coup de sang" des salariés de Continental l'affirmation d'un phénomène sociologique discrètement à l'œuvre depuis la fin des années 1980 : le grand retour de la classe dangereuse ? Celle-là même qui effrayait tant les bourgeois et les puissants à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Et qui les a tellement effrayé qu'ils ont fini par lui concéder des acquis et des droits, progrès sociaux pour garantir une certaine paix civile.

Les classes supérieures, engoncées dans le confort et la quiétude, confortées par une idéologie libérale si puissante qu'elle a balayé toute crainte des prolétaires et des pauvres, rassurées de constater que l'époque ne cessait de consacrer leur toute-puissance et de légitimer leur position, ont oublié que les moins bien lotis pouvaient être un danger. Elles ont arrêté de leur refiler quelques miettes, histoire de les apaiser, et ont remplacé la carotte par le bâton social (le chômage) et par la matraque sécuritaire. Elles ont pensé que

la peur avait définitivement changé de camp, la hantise du chômage chez les opprimés se substituant ad vitam æternam à la crainte d'un mouvement de révolte chez les possédants. Pour bien faire comprendre aux opprimés qu'ils ne sauraient se réunir sous un même drapeau, elles ont érigé ses membres les plus désespérés en repoussoirs. Les chômeurs ? Des profiteurs, gens qui ne veulent pas travailler. Les jeunes exclus des cités ? Des casseurs sans foi ni loi, de "la racaille". Les grévistes du secteur public ? Des "preneurs d'otage" ne se souciant que d'eux-mêmes et de leurs intérêts catégoriels. Les activistes ? Des "terroristes", qu'il faut traiter comme tels, avec pour dernier avatar les "anarcho-autonomes". Autant de sous-genres qui ont eu pour fonction, médiatique et politique, de discréditer toute idée de combat commun.

L'échec des processus traditionnels de négociation

La France, avec environ 8% de salariés syndiqués, a le taux de syndicalisation le plus faible d'Europe. Les syndicats ont donc un pouvoir de négociation limité, et voient, de plus en plus, se constituer des mouvements autonomes, plus radicaux, et qui échappent dans une large mesure à leur contrôle. A cette faiblesse des syndicats s'ajoute le sentiment d'injustice face aux conséquences de la crise économique et à la multiplication des plans sociaux, amplifié par les scandales liés à la rémunération de certains dirigeants d'entreprises. Les organisations syndicales et le gouvernement sont incapables de garantir la protection des emplois et des salariés, qui se trouvent pris dans un rapport de forces disproportionné. Les actions "coup de poing" sont donc perçues par certains comme un moyen de retourner le rapport de force en faveur des salariés, et de leur donner un poids dans le processus de négociation. Alors que politiques et sociologues ne cessent de s'exprimer sur la montée en puissance des violences sociales, les présidents



des grands syndicats préfèrent garder le silence. Pour la CGT, «les militants ou salariés sont autonomes, ils sont les patrons de leur propre lutte. Nous n'avons donc ni consigne ni positionnement à donner». Pour FO, les syndicats devaient remplir leur rôle «d'outil à la disposition des salariés». La CFDT, dénoncé «un vrai problème de dialogue social avec L'Etat». «La vraie question c'est pourquoi on doit en arriver à de tels débordements»...

Les «minorités radicales»

La multiplication des conflits, des débrayages et des séquestrations pousse le gouvernement et le patronat à ressortir un de leurs plus vieux instruments de propagande et de division : la théorie des «minorités radicales». Apparemment, les luttes sociales ne seraient pas la conséquence inéluctable d'un système injuste, mais seulement le résultat des manœuvres obscures d'une petite poignée de «radicaux». «L'extrême gauche» est montrée du doigt. A défaut, les séquestrations seraient le fait de salariés «minoritaires». Autrement dit, la majorité des travailleurs, eux, placeraient leur confiance dans la bonne volonté de l'Etat et des employeurs. Dans une interview de Marcus Kerriou – co-gérant de l'usine Molex, à Villemur-sur-Tarn, séquestré, pendant 26 heures, par les travailleurs de l'usine, dont la fermeture a été annoncée pour cet été – publiée dans Le Parisien du 23 avril, à la question : «Comprenez-vous la colère des salariés ?», il répond : «Mais tout cela est piloté de l'extérieur ! Il y a un décalage entre le professionnalisme avec lequel est gérée la communication et le niveau intellectuel de certains salariés. Clairement, ça veut dire que, derrière tout

ça, il y a les centrales syndicales, à commencer par la CGT, et des éléments radicaux déconnectés de la réalité économique.»

Une stratégie qui paie

Nicolas Sarkozy s'est fâché en prévenant qu'il ne laissera pas le phénomène se développer : "Qu'est ce que c'est que cette histoire d'aller séquestrer les gens ? On est dans un Etat de droit, je ne laisserai pas faire les choses comme ça". Mais pour l'heure, la tactique de la séquestration a plutôt obtenu des résultats. Ainsi, deux semaines après avoir été retenu par ses salariés, le PDG de Sony s'est engagé à verser 13 millions d'euros en cas de reconversion "significative en termes d'emplois" à ses employés (10 000 euros en plus de l'indemnité légale et 45 000 euros de plancher). A l'usine 3M de Pithiviers, les salariés obtiendront un plancher d'indemnités de licenciement de 30 000 euros par personne, un congé mobilité allongé à 15 mois et un report des licenciements à novembre 2010. Les salariés d'Amora obtiendront une prime de préjudice de 50 000 euros pour tous, en plus des indemnités légales de licenciement. Les salariés de Scapa France à Bellegarde-sur-Valserine obtiendront que la prime de départ passe de 890 000 à 1,7 millions d'euros. Les salariés du groupe Renault à Thonon-les-Bains, après avoir remis dans le fourneau en fusion 3400 pièces destinées à Renault pour la fabrication de la Twingo et 80% de la production destinée à PSA le lendemain, obtiennent une prime de 30 000 euros en sus des indemnités et le paiement des jours de grève. Et ce ne sont que quelques exemples.

«Que l'on approuve ou que l'on condamne ce qu'on appelle la «méthode directe et révolutionnaire», il est évident qu'elle n'est pas près de disparaître ; dans un pays aussi belliqueux que la France, il y a des raisons profondes qui assureraient à cette méthode une sérieuse popularité, alors même que tant d'exemples ne montreraient pas sa prodigieuse efficacité. C'est le grand fait social de l'heure actuelle et il faut chercher à en comprendre la portée.» (Georges Sorel, Réflexions sur la violence, publié en 1908)

Camille, OCL Reims

Envie 1 :

Les travailleurs passent à l'action

« ... Cette force immense qui résulte de l'union et de l'harmonie des travailleurs, de la convergence et de la simultanéité de leurs efforts, le patron ne l'a point payé, suppose-t-on qu'un seul homme en serait venu à bout ? Eh bien, un désert à mettre en culture, une manufacture à exploiter, c'est une montagne à changer de place. La plus petite fortune, le plus mince établissement, exige un concours de travaux et de talents si divers que le même homme n'y suffirait jamais » (Proudhon).

L'Etat et les patrons ont dit : La paix sociale pour gérer la crise et imposer nos intérêts et un syndicalisme docile et subventionné par l'Etat du patronat.

« Le patronat pense résorber la crise en instrumentalisant la peur collective et faire en sorte que le fruit de notre labeur génère les pires conditions de travail. Nous n'allons pas offrir la paix sociale, nous avons la responsabilité de faire ce qui nous appartient et d'imposer nos intérêts de classe » (propos d'un syndicaliste basque).

La crise, ce n'est pas à nous de la payer, mais à celles et ceux qui l'ont provoquée ! Bloquons tous les licenciements et créons des rapports de forces à l'échelle d'une ville, d'un territoire ; des parachutes dorés pour les salariés et non pour nos chers voleurs institutionnalisés. E xpropriations des possédants et auto-organisons la production, les services, la connaissance... En France, des lois d'expropriation existent déjà pour tout projet d'utilité publique, d'autres peuvent être décidées si nécessaire afin que les travailleurs récupèrent le patrimoine des entreprises. C'est juste une affaire de rapport de forces avec le pouvoir politique. Pour cela, solidarité, organisation de base et démocratie directe sont nécessaires pour faire face à la criminalisation et à l'individualisation dues aux poursuites judiciaires. La violence existe aussi de ce que l'on nous a déposés.

Envie 2 :

Solidarité et organisation de base

« Il ne suffit pas que la pensée recherche la réalisation, il faut encore que la réalité recherche sa pensée » (Marx).

« Il faut se battre, il faut dire que ce n'est pas normal qu'on ferme des boîtes alors qu'elles sont bénéficiaires. Et laisser plein de gens sur le carreau... » (un représentant syndical de TYCO, Val-de-Reuil, sept. 2008).

La chef des patronNES Parisot déclare que « seul l'actionnaire peut décider du montant des dividendes » car cela relève de son « droit de propriété » ; elle réaffirme ainsi le lien entre la propriété de l'entreprise et son choix économique. Ce qu'elle ne dit pas, c'est sur quoi ces dividendes se construisent : 2 348 500 chômeurs officiels, 1 132 200 à temps partiel, 359 340 en préretraite, 260 683 en formation, 185 156 CES et contrats Borloo. Pour résister à cette mafia institutionnelle, jetons les bases de la convergence des luttes, créons des assemblées populaires, interprofessionnelles avec les chômeurs, des assemblées d'interluttes, des comités de soutien là où sont absentes ces dynamiques collectives de lutte prolongée, car plus que jamais la lutte des unEs, c'est la lutte de touTEs, contre l'exploitation et la bureaucratisation. Ce sont aussi les situations qui font changer les gens et les choses, y compris la manière de penser, de s'organiser, de créer, de se réapproprier collectivement les outils de production et le savoir qui va avec, de voir au-delà de l'emprise, de la mythologie du pouvoir et de l'Etat (et de ses lois) qu'il soit léniniste ou libéral. Cette mythologie n'aspire qu'à une seule fin : pacifier la société par ses procédés d'exploitation / domination / répression afin de tirer le salariat vers un nouvel esclavage. Soyons pour l'association des travailleurs en lutte pour une existence commune libre ; d'une lutte en soi, passons à une lutte pour soi, n'intériorisons pas l'oppression qui fait effet de domination et de détournement de nos forces. Notre libération ne trouvera son expression que dans une communauté en lutte.

Envie 3 :

La fin n'est pas extérieure aux moyens

« Malheureusement, il se trouvera toujours un syndicat (je préférerais un groupe de salariés) ou plusieurs pour signer des accords. On peut comparer ce genre de conflit à une guerre, où il y a des résistants, des collabos, des opportunistes, des traîtres (le gouvernement et ses lois qui ne sont faites que pour les patrons), des vainqueurs et des vaincus. Il faudrait vraiment une révolution pour changer tout cela,

pour que les travailleurs gagnent de nouveau et changent ce capitalisme en un monde meilleur » (un syndicaliste de TYCO).

Les syndicats (comme les partis) influencent la dynamique des organisations de lutte et introduisent sans cesse à l'intérieur de ces associations de travailleurs, quand ils le peuvent, des relations de pouvoir semblables à celles qu'il s'agit précisément de détruire. Ces formes,

productions oppressives des syndicats sur des salariés en lutte, situent l'un des terrains de conflit entre travailleurs associés, dépassant le simple cadre des revendications classiques, et les pratiques bureaucratiques des syndicats. L'association des travailleurs en lutte pour soi donne un sens nouveau au mot politique en dépassant la division bourgeoise de la société. Le prolétariat ne peut lut-

ter contre le capital sans mettre en cause toutes les déterminations qui le définissent dans son implication avec le capitalisme.

En prenant en charge leur existence et en refusant de reproduire la division bourgeoise entre leurs existences et la politique, les activités des salariés en lutte n'auront plus uniquement comme objectif de survivre mais de créer de nouvelles formes de vie en commun, et remettront ainsi en cause la propriété, le commerce, la division du travail et surtout le travail lui-même. La fin n'est pas extérieure aux moyens, elle en est la résultante.

Antifascisme, vous avez dit antifascisme ?

Les récentes agressions perpétrées par un groupe de nazillons ont reposé la question de la lutte contre les néonazés qui ressortent de leurs caves ces derniers temps. Ces actes ne constituent pas une nouveauté à Reims, des faits tragiques se sont produits ces dernières années, qui ont vu des bandes de jeunes proches de l'extrême droite passer de la provocation à l'homicide. Le problème c'est que l'opposition à ce phénomène, elle, n'a pas évolué et reste engluée dans ses contradictions. Que des jeunes se révoltent contre l'abjection que représente le racisme c'est plutôt pas mal et même souhaitable mais ne pas connaître son histoire c'est être condamné à la répéter. Le propos qui suit n'a donc vocation qu'à favoriser la discussion et la réflexion pour avancer dans la lutte et pas à établir un jugement définitif et méprisant. Nous cherchons des camarades pas des troupeaux.

Un petit peu d'histoire

Depuis le début des années 80, grâce à la stratégie de Mitterrand qui institua la proportionnelle pour jeter un FN peau de banane sous les pieds de la droite, le parti de Le Pen et fille a pu multiplier ses scores par quinze pour arriver à son apogée à jouer les arbitres électoral en 2002. Mais qui dit apogée dit déclin et la faillite et la désagrégation de l'extrême droite organisée conduit forcément à des phénomènes de groupuscule.

Cependant la victoire posthume du FN c'est la lepénisation des esprits, celle-ci a pu s'opérer avec légitimité et efficacité car aucun autre discours de la classe politique institutionnelle n'est venu le contredire.

Ajouté à l'effondrement de la gauche gestionnaire et à l'abandon de tout projet de société en rupture avec le capitalisme, les propositions de l'extrême droite ont pu être reprises et ont servi à rendre naturelle la construction d'une société inégalitaire. Plus que jamais c'est bien le Capital et ses institutions qui produisent le racisme.

Quel antifascisme ?

La création en 1984 du premier SCALP à Toulouse deviendra le modèle, dans ses mots d'ordre et ses apparitions, pour toute une partie de la jeunesse liée au mouvement rock alternatif symbolisé par le groupe Berrurier Noir. Le problème c'est que cette histoire s'est transformée en mythe et en référence ultime pour des jeunes qui rêvent de revivre ces moments mais qui ne créent pas leur propre identité culturelle. Résultat : cet antifascisme là n'est pas loin d'être une attitude

esthétique voire une mode. Le manque d'analyse, de débat et de critique est manifeste. Au lieu de s'attaquer au problème global, on essaie d'en bloquer les effets les plus palpables, l'antifascisme devient alors lutte de distraction et sombre dans un folklore qui s'il peut être sympathique reste inefficace. Il se contente d'être un antifascisme vaguement culturel.

Il faut aussi souligner que cette tendance culturelle est habilement gérée par toute une



masse d'anciens au passé plus ou moins glorieux qui faute de récupérer les dividendes d'un militantisme timide leur confère une aura et à vrai dire une existence sociale.

Un autre versant de l'antifascisme qu'on pourrait qualifier de républicain c'est l'appel des 250 en 1990 qui donnera naissance au réseau Ras l'front. Outre son objectif de récupération politique (l'initiative avait été lancée par des proches de la LCR comme l'opération SOS Racisme en son temps), cet antiracisme là a distillé des méthodes beaucoup moins intéressantes. Le recours à l'Etat comme garant de la liberté crée et renforce le thème «tous et toutes contre le fascisme». Il masque le processus de fabrication du fascisme en luttant contre ses conséquences et non contre ses causes. Il dédouane le Capital de ses responsabilités et dépolitise le combat

antifa en se remettant à l'Etat (interdictions, condamnation judiciaires,...) oubliant ici que loin d'être ennemis ces deux là sont alliés. Résultat : le développement des politiques de «front» entraîne un renforcement des illusions sociales démocrates en participant à l'entretien de l'épouvantail fasciste, en favorisant et en entretenant le consensus républicain (le plus bel exemple c'est l'élection de Chirac en 2002). Cet antifascisme là plus politique est somme toute social démocrate voire contre révolutionnaire.

Alors que faire ?

La tension sociale présente aujourd'hui et qui risque de s'intensifier au cours du développement de cette « crise » va certainement remettre ces questions au goût du jour.

Quelques pistes de réflexions. Le fascisme tire ses origines de la situation qui l'a précédé : l'écrasement du processus révolutionnaire entre 1917 et 1921 par la social démocratie européenne (révolution allemande, italienne, bulgare...). L'antifascisme occulte cette réalité en identifiant le fascisme comme une «force maléfique» en le réduisant à une réaction irrationnelle sans fondements historique venue d'on ne sait où.

Il faut placer la critique de l'Etat au coeur de l'analyse du processus de fabrication des autoritarismes que nous subissons au quotidien. Si l'antifascisme consiste à renforcer la «démocratie» dans une tentative de l'opposer au fascisme en proposant une lutte qui aurait comme finalité d'empêcher qu'il [l'Etat] devienne totalitaire, il occulte les antagonismes de classes et perd tout vocation subversive pour se transformer en gardien de la paix sociale.

Ce qui importe c'est de construire un mouvement inscrit dans une histoire sociale pour construire un rapport de force qui permette d'obtenir des besoins élémentaires (comme la liberté de circulation par exemple) sans oublier que la finalité c'est d'en finir avec ce monde de merde. Car nous n'avons pas à sauver la république des flics et des patrons, mais à prendre parti dans cette guerre sociale, en y portant le projet d'un autre futur sans «races» ni frontières, sans président ni patries, une société libertaire et égalitaire ou l'on ne verra d'épouvantails que plantés dans les champs. Au final la meilleure façon d'être antifasciste c'est d'être révolutionnaire.

Un vieux scalpeur

Big Brother

Luttes contre Base élèves

Le Collectif National de Résistance à Base élèves (CNRBE) a organisé le 25 avril sa seconde journée nationale de rencontre, à Bourg-lès-Valence (Drôme). Une centaine de personnes a participé à des échanges marqués par une volonté de poursuivre les actions entreprises et d'y associer d'autres organisations, d'autres associations. C'est ainsi que deux associations de psychiatres (Association des psychiatres de secteur infanto-juvénile- API - et Delis Santé Mentale Rhône-Alpes) luttant contre le fichage dans leur secteur (« RIM-Psy », voir cette rubrique le mois dernier) ont participé à cette rencontre.

Pour ce collectif il s'agit de lutter contre le fichage généralisé qui se développe de façon systématique dans les domaines de la santé, de l'éducation, du social, de la protection de l'enfance, de l'insertion professionnelle comme de la vie publique et associative.

La lutte contre Base élèves se poursuit : Environ 200 directeurs et directrices d'école se sont engagés publiquement à refuser de remplir cette base de données. Des sanctions ont été prises par l'administration (retenues sur salaire et retrait de la fonction

de direction d'une école) qui marche tout de même sur des œufs. En effet, début mai, plus de 400 parents d'élèves du premier degré avaient porté plainte avec l'aide du Syndicat des Avocats de France, contre le fichage de leur enfant. Malheureusement, pour l'instant, cette résistance ne touche que quelques départements (Isère, Tarn et Garonne, Gard, Lot, Tarn, Maine et Loire, Hérault, Aveyron, Bouches du Rhône, Finistère et quelques autres) mais ne demande qu'à s'étendre. Nous pouvons tout de même constater que la contestation vient principalement des zones rurales.

D'autre part le CNRBE a saisi le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies afin que celui-ci se penche, au regard de l'existence de Base élèves, sur l'application de la France de la Convention relative aux droits de l'enfant qu'elle a évidemment signé.

Mais il ne faut pas rêver ! On imagine mal l'ONU condamner la France pour fichage des enfants alors que ceux-ci le sont dans nombre de pays démocratiques (Angleterre, Canada, Australie, ...). Pour tout contact par Internet : retraitbaseeleves.wordpress.com

Le fichage des enfants se poursuit

Rappelons que le projet Base élèves a eu son début d'expérimentation pendant l'année scolaire 2003/2004. Il contenait des données personnelles que le ministre de l'Éducation nationale a été contraint de supprimer (nationalité, suivi scolaire, sanitaire, ...) dans son arrêté du 1er novembre 2008. Ce recul du Pouvoir avait été salué par les directions des principaux syndicats d'instits et de profs des écoles, ainsi que par les fédérations de parents d'élèves, comme étant une victoire alors qu'il ne s'agissait que d'un leurre destiné à désarmer la contestation.

C'est ainsi que, quelques mois après, le recueil de ces données personnelles sont pro-

gressivement en train de réapparaître sous d'autres formes :

Apparition d'un fichier sur le retard scolaire (voir CA d'avril 09)

Dans certains départements, les directeurs d'école doivent faire remonter des listes nominatives d'enfants nécessitant des suivis spécifiques.

Des fiches, pour l'instant « papier », sont utilisées actuellement en Seine Saint Denis (93) pour regrouper des informations nominatives concernant les élèves de CM2. Ces fiches sur le parcours scolaire contiennent, comme par hasard, tous les champs supprimés par le décret Base élèves.

Toutes les assistantes sociales ne sont pas des résistantes...

Eh oui, il y en a qui collaborent ! Un jeune allemand était accusé d'avoir, entre autre, jeté des pierres sur les policiers lors des manifestations anti-OTAN à Strasbourg du 4 avril. Pendant sa détention provisoire d'un mois, il a été reçu par l'assistante sociale de la prison. D'après le Procureur et l'avocat des flics qui l'accusent d'outrage, de rébellion et de blessures, il aurait déclaré à l'assistante sociale par le truchement d'un interprète :

« Oui, j'ai bien lancé des pierres ». Malgré ses dénégations, cette déclaration de l'A.S. collabo a pris une grande importance dans les débats. Il a été ainsi condamné à 6 mois ferme.

A noter que les textes régissant cette profession ne stipulent nulle part que la question de la culpabilité soit même abordée dans les rapports qui doivent rester à caractère strictement social.

Les fichiers de l'Éducation nationale

Après l'école primaire, une autre base de données existe en collèges et en lycées : « Sconet ». Elle est beaucoup moins connue par les parents d'élèves de part le creusement du fossé entre l'institution et les parents dès l'entrée de leurs enfants au collège. Créée en 1995 par un arrêté, elle s'appelait alors « Scolarité ». Elle a été modifiée x fois et dans sa version la plus utilisée actuellement, elle est très proche de ce qu'était Base élèves à sa création (avec entre autre le « champ » sur la nationalité). Les données nominatives sont transférées des établissements scolaires dans une base de données académique. Tous les établissements secondaires sont aujourd'hui dotés du « noyau administratif » de Sconet. Il n'y a pas encore transfert du niveau académique au niveau national. De plus, il existe des bases de données complémentaires comme « Sconet absences » ou « Sconet notes » dont l'utilisation n'est pas encore généralisée. Jusqu'à quand ?

Sconet peut permettre de centraliser toutes les données familiales, résultats scolaires, conduite de l'élève... Cette base de données est reliée (on dit « interfacée ») avec le portail sur Internet : L'Environnement Numérique de Travail (ENT) appelé aussi « bureau virtuel », élément primordial des TICE (Technologies de l'Information et de la Communication pour l'Éducation). L'ENT donne accès à de nombreuses informations relatives à la scolarité d'un élève (absences, notes, appréciations, conduite, sites Internet visités...). Ces données sont « pro-

tégées » par un mot de passe détenu par l'élève et sa famille et créé par les administrateurs de cet ENT (le plus souvent des profs volontaires ou le chef des travaux qui a cette fonction dans ses attributions). Ces mots de passe sont répertoriés par l'établissement scolaire, les profs et l'administration du lycée ou du collège peuvent ou pourront (voire devront...) mettre régulièrement à jour le dossier individuel de l'élève. C'est ainsi que, dès maintenant, dans certains lycées et collèges, les parents peuvent à tout moment connaître les notes, punitions, absences, retards, ... de leur enfant quasiment en temps réel. Pour l'Éducation nationale, il s'agit d'« impliquer les parents dans la scolarité de leurs enfants »... alors que concrètement il ne s'agit que de leurs contrôles par des parents qui ont le temps et les moyens de se connecter régulièrement. En fait ces ENT sont des outils supplémentaires de reproduction des classes sociales. Pour un élève, un bureau virtuel, c'est la possibilité et d'obligation dans certains lycées huppés d'accéder en ligne, dans ou hors de l'établissement, à son emploi du temps, son cahier de texte, ses notes mais aussi de consulter des ressources documentaires ou des éléments de cours mis à disposition par les professeurs et de travailler en collaboration avec ses camarades. Ce sont aussi des outils de contrôle des profs qui sont de plus en plus obligés de remplir leur cahier de texte sur Internet ; l'administration et l'inspection pouvant à tout moment contrôler ainsi leur travail.

Big Brother

Les buts ultimes du fichage de l'Education nationale

Base élèves est le premier maillon de cette traçabilité des élèves. Le système Sconet va s'uniformiser et se généraliser. A terme, chaque élève aura son livret scolaire de compétences sur Internet appelé « portfolio numérique » qui le suivra tout au long de sa scolarité et au-delà. Ce portfolio enregistrera les compétences validées dans le système scolaire (du primaire au supérieur) et dans le cadre de formations professionnelles postérieures.

Le but, comme l'a dit Stéphanie Pouget lors de son intervention à la seconde rencontre nationale du Collectif

National de Résistance à Base Elèves, est de ficher tous les jeunes afin de détecter le plus tôt possible les personnes susceptibles de poser des problèmes ou d'avoir des comportements déviants. Mais c'est aussi d'assigner à l'éducation le rôle de production d'une main d'œuvre mobile, malléable et adapté au marché du travail.

Finalement, rien de bien nouveau ... sauf que les outils s'affûtent. Des résistances, des luttes existent, popularisons-les, amplifions-les !

Contact : www.ldh-toulon.net

A quoi sert exactement Base élèves

L'Etat français a dû changer son fusil d'épaule. Dans le primaire, cette base de données ne servira qu'à l'attribution d'un Identifiant National Elève (INE). L'INE existe depuis 2002 dans le secondaire (collège et lycées), mais il y avait des doublons et ces numéros n'étaient pas centralisés au niveau national.

Maintenant, dès qu'un enfant s'inscrit dans une école, le directeur (s'il n'est pas en lutte ...) entre ses données dans Base élèves. Une connexion automatique a lieu avec la Base Nationale d'Identifiant Elève (BNIE) qui attribue à l'enfant un INE s'il ne

l'avait pas encore. S'il l'avait déjà, les informations de changement d'école sont mises à jour. Ces données de traçabilité de la scolarité d'un enfant seront conservées pendant 35 ans et devrait être mise à jour jusqu'à la fin de sa scolarité (y compris dans le supérieur). Tout ce processus va mettre une bonne dizaine d'année à devenir opérationnel...

Lorsque ce système sera généralisé dans tout le Primaire, la BNIE va permettre de repérer en quelques clics les enfants qui n'avaient pas encore d'INE, en particulier les enfants de parents sans papiers...

Des résistances à l'application de la Loi Prévention de la Délinquance

Le Conseil National des Villes a publié un rapport le 12 mars 2009 sur l'application dans les mairies de la Loi Prévention de la Délinquance (LPD).

On y apprend que l'information des Maires sur l'assiduité scolaire et le décrochage scolaire par l'Education nationale ne passe plus. En effet, les établissements scolaires qui renseignaient l'ensemble des incidents ayant eu lieu en leur sein se sont vus discerner par les médias des certificats de mauvais établissements. En conséquence, les chefs d'éta-

blissements ne remplissent plus les logiciels « Signa » pour les faits de violence et « Mimosa » pour l'absentéisme...(ce qui explique le fait que de sécher des cours donne des odeurs agréables...).

D'autre part, le partage d'information (levée du secret professionnel, « secret partagé ») entre le Maire et les travailleurs sociaux continue à faire débat. En effet, la LPD prévoit une obligation de communication au Maire. Pour ne pas appliquer cette loi, des travailleurs sociaux invoquent un « retrait professionnel »...

Allemagne : Un projet de fichage des accueillants d'étrangers

Afin de lutter contre les abus de visa, un nouveau projet de loi en Allemagne prévoit la création d'un fichier qui enregistrera les personnes et les associations recevant des étrangers soumis à visa et qui leur fournissent une invitation leur permettant d'obtenir le fameux sésame. Ce fichier porte le nom de « visa-invitation-alerte ». Ce fichier est à double détente car il est constitué d'un fichier A qui enregistre les informations sur la personne ou l'organisme qui invite l'étranger. Dans le fichier B dit « fichier alarme » seront répertoriés les étrangers

condamnés ou seulement soupçonnés de délit de drogue, terrorisme, pédophilie, essai d'acquisition illicite d'un visa... Ce fichier alarme s'activera dès qu'une personne ou organisme invite un étranger y figurant. Mais il se déclenche aussi si la personne ou l'organisme invite trop souvent c'est-à-dire plus de 4 fois en l'espace de deux ans ! Des familles pluri-culturelles sont particulièrement concernées ainsi que tous les organismes qui pratiquent des échanges culturels ou autres avec l'extérieur de l'Europe.

Cet année, Courant alternatif est passé de 24 à 28 pages.

Afin d'en augmenter encore la pagination (à 32 ou 36) (comme le prochain numéro d'été),

franchissez le pas, abonnez-vous !

(nous avons besoin de 50 abonnés supplémentaires)

Pensez à renouveler votre abonnement !

Abonnez vos amis, camarades et amies

Samedi 25/07 : POT D'ACCUEIL

Dimanche 26/07 : LA CRISE

Pour les personnes nées après les années 70, on ne leur a jamais dit qu'on en était sorti de la crise qu'on est déjà à nouveau dedans. Quel rôle idéologique joue cette crise ? Quelles sont ses conséquences réelles ? Les mesures prises par les gouvernements pour limiter les salaires, attaquer les paradis fiscaux, encadrer le capitalisme sont elles des belles paroles ou la fin d'un cycle ? Bref, la crise est-elle une réalité du système capitaliste ou une fiction visant à nous faire avaler les plans sociaux et autres diminutions de salaires.

Lundi 27/07 : LUTTES INTERNATIONALES

Il y eut cette années des luttes qui ont occupé le devant de la scène : la Grèce bien entendu, mais aussi l'Islande, Gaza. Mais, partout, le monde semble en ébullition : outre les conflits classiques qui perdurent, Afghanistan, Irak, on assiste un peu partout à de nouvelles luttes ouvrières, en particulier en Asie, et plus généralement dans les pays dits « émergents » ainsi qu'à une formidable renaissance des dynamiques sociales et parfois autogestionnaires en Amérique latine. Comment interpréter tout cela ? A l'évidence, et cela sera sans doute indiqué dans le débat qui lui sera consacré, cela n'est pas partout le fruit direct de « la Crise ». S'agit-il pour autant simplement de l'irréversible montée de « La classe en lutte dans le monde » que le développement du capitalisme ne peut QUE produire, selon les tenants d'un marxisme classique ou d'une sorte de millénarisme anarchiste ? Nous aimerions bien, mais ce n'est pas certain ! De toutes les façons, ces mouvements sont bien différents les uns des autres et l'internationalisme qui nous anime ne saurait se contenter d'un simple regard sur le fait que « partout ça pète » ni d'un vague sentiment de « complicité » sans principe.

Mardi 28/07 :

LUTTES SOCIALES EN FRANCE

Depuis quelques temps, plusieurs actions montrent qu'indéniablement, quelque chose se passe. Depuis dix ans pourtant, les luttes se sont intensifiées, mais pas radicalisées. Entre 2003 et 2004 par exemple, les séquestrations ou les menaces de destructions de biens ou de l'environnement n'ont représenté, selon nos enquêtes, qu'un pour cent ou moins des conflits les plus marquants rapportés par les directions ou les organisations syndicales. En revanche, entre 1998 et 2004, les grèves courtes et les débrayages ont augmenté, tout comme les formes de contestation sans arrêts de travail : manifestations, pétition, refus d'heures supplémentaires, actions de désobéissance... Sans oublier les revendications : primes et augmentations de salaire, conditions de chômage partiel... Contrairement à la fin des années 70, début des années 80, avec ces séquestrations, les salariés ne contestent pas les plans sociaux eux-mêmes, mais les conditions des départs, les indemnités de licenciements. Est ce un recul et

son-t-ce des formes d'actions désespérées ?

D'autre part, les grèves générales en Guyane, Guadeloupe et Martinique montrent que des revendications plus globales, ne se situant pas uniquement sur le terrain de l'entreprise, peuvent être unificatrices et gagnantes et que syndicats, partis politiques, ... ne sont pas prêts à les généraliser.

De nombreux aspects des luttes sociales échappent aussi aux syndicats : appel des appel, logement, immigration... mais finissent par s'y rallier (régularisation par le travail...)

L'unité syndicale (de façade) est-elle une réponse à la contestation sociale qui monte ? Existe-t-il d'autres réponses ?

Mercredi 29/07 :

L'INSURRECTION QUI REVIENT ?

Le durcissement de la conflictualité de classe perceptible dans les récents mouvements sociaux ici ou en Grèce, la sur-médiatisation du livre « l'insurrection qui vient » après le coup de Tarnac, les affrontements anti OTAN à Stasbourg... sont autant d'éléments qui replacent la question de la violence révolutionnaire au cœur des interrogations politiques du moment.

De la Commune de Paris au Chiapas, en passant par Kronstadt, Barcelone ou Budapest, la question de l'insurrection fait partie de l'historiographie révolutionnaire, comme moment historique, mais aussi comme pratique de la révolution. Le mouvement anarchiste, dans sa recherche de confrontation directe à l'Etat développe une approche spécifique de ces questions, depuis Malatesta et « l'épopée du Bénévent » en 1887, jusqu'aux très contemporains « Black Bloc ».

Mais, présentement, s'agit-il véritablement d'insurrections populaires ou du renouveau d'une idéologie de l'émeute ? Cela pose toute une série de questions sur les tactiques et les stratégies de lutte, depuis le choix de l'affrontement avec les forces de l'ordre jusqu'aux pratiques de lutte armée, dans leurs relations avec les luttes sociales et un projet politique révolutionnaires.

Autant de questions qu'il nous semble important d'aborder au regard de la réalité sociale contemporaine, pour ne verser ni dans l'exaltation émeutière, ni dans les réductions simplistes de la provocation policière. Comment traduire politiquement la violence sociale pour construire un rapport de force favorable à l'émancipation individuelle et collective, sans verser dans une mystification de la violence en soi et pour soi et retomber dans un avant-gardisme ou un élitisme étranger à toute pratique libertaire ?

Jeudi 30/07 :

LA PLANÈTE POLITICIENNE ET LES REPRÉSENTATIONS POLITIQUES

Le paysage politique français se modifie lentement à gauche. Sur la scène électorale avec l'apparition installée du NPA, les regroupements PC, Melançon et autres, les difficultés de LO à maintenir un cap alliant « radicalité de classe » et maintien de ses élus.

Par ailleurs, « le politique » qui semble empiéter sensiblement sur « le syndical », ce qui n'est pas pour nous déplaire à condition de ne pas simplement déplacer le problème.

La question est celui de la représentation politique : le besoin que nous avons tous de nous retrouver en un sentiment d'appartenance à un mouvement qui se nomme et qui se voit, car nous ne pouvons pas être 24 h sur 24 « actifs partout et autogestionnaires en tout », sans que cette (ces) représentations nous échappent, s'autonomisent et deviennent une fin en elles-mêmes. Il ya là certainement matière à trouver d'autres voies que celles de l'avant-gardisme léninisme classique d'un côté et de l'affirmation trop souvent incantatoire à l'action directe anarchiste de l'autre.

Comment aborder ces question sereinement sans les invectives et les jugements péremptoire à la mode ? Comment, alors que s'expriment des analyses souvent très tranchées (du genre ceci et cela n'est rien moins que « l'avant-garde du capital ! » ou un « ramassis de petits bourgeois ») est-il possible d'aller au fond des choses tout en maintenant quand même le débat et le dialogue.

Vendredi 31/07 :

RÉPRESSION, ANTIRÉPRESSION ET CRIMINALISATION DU MOUVEMENT SOCIAL

Afin de satisfaire ses intérêts et ses privilèges, la bourgeoisie mène une véritable guerre de classe. La casse des « acquis sociaux », et la destruction des mécanismes de protection sociale vont de paire avec l'étouffement par tous les moyens de toute contestation. Pour cela, l'Etat français ne se contente pas de fabriquer des épouvantails (Tarnac), il cherche aussi à criminaliser toutes contestations, fussent-elle même que réformiste comme on l'a vu à Strasbourg lors du sommet de l'OTAN. Comment faire face à cela ? Quelles analyses tirer de cette répression tout azimut que nous subissons ? Autours de l'expérience de la « Légal Team » à Strasbourg et de collectifs antirépression, nous tenterons de resituer la période qui est la notre, les espaces politiques qui s'offrent aux révolutionnaires et les moyens d'actions que nous pouvons avoir

Samedi 01/08 : FÊTE

Dimanche 02/08 :

ANARCHISME CULTUREL

Le mouvement anarchiste entretient de façon récurrente un courant essentiellement culturel qui a revêtu, au cours de l'Histoire, des formes allant d'un anti marxisme primaire à un individualisme forcené, d'un culte du moi à une méfiance viscérale des grands mouvements sociaux que nous prisons tant ! Actuellement ce courant prend des formes multiples et souvent contradictoires mais qui ont pour point commun le rejet de l'idée de révolution sociale. C'est ainsi qu'on peut lire la montée de Michel Onfray au firmament de la pensée libertaire, puis sa chute brutale. En remontant dans le temps ce fut aussi le cas vis-à-vis d'Albert

Camus, de Jacques Ellul et de bien d'autres. En abandonnant l'idée de révolution au profit d'une supposée "culture libertaire" inscrite dans la nature humaine de façon permanente et inaliénable, on tombe inmanquablement sur un projet consistant à développer cette culture libertaire DANS la société capitaliste que l'on pourrait ainsi aménager de l'intérieur pour la transformer progressivement. Rien de bien différent là du vieux projet social-démocrate, humaniste et éducationniste. D'après nous, si "renouveau de l'anarchisme" il doit y avoir, cela ne peut être qu'en évitant aussi bien cet écueil que celui de la fascination "insurrectionnaliste" (voir autre débat). Ce n'est pas simple !

Lundi 03/08 :

LUTTES ANTI-TECHNOLOGIQUES

Dans les luttes anti-technologiques actuelles, on peut en distinguer d'« anciennes », comme celles contre le nucléaire, d'autres un peu moins, contre les OGM, et enfin de très récentes, voire tout juste émergentes : contre les nanotechnologies, les RFID, les antennes relais, le WIFI, le livre numérique...

Les liens entre ces luttes sont-ils clairs pour tous, y compris pour celles et ceux qui les mènent ? Au-delà des arguments anti-sécuritaires et par rapport à la santé, toujours les plus évidents et immédiats, quelle analyse commune du déferlement technologique ? Et à partir de là, quelles stratégies pour faire passer l'ensemble de nos critiques ?

Mardi 04/08 :

CRITIQUE DES FLUX À GRANDE VITESSE.

Les évolutions technologies et l'organisation du transport des marchandises y compris humaines forment cette société et les territoires pour les besoins capitalistes. Flux massifs et course folle vers toujours plus de vitesse sont de mises.

Sans les bateaux ou avions cargo, avec leurs contraires normalisés et facilement manipulable donc transférables sur différents mode de transports, et avant avec l'apparition du chemin de fer, pas de société de consommation de masse avec la grande partie de ce qui est acheté qui a été produit dans des zones du globe où la main d'œuvre est la moins chère. L'évolution des transports à travers la volonté d'aller toujours plus vite et plus souvent d'un lieu d'aliénation A à un lieu de soumission B entraine un aménagement du territoire critiquable. Celui-ci induit une désertification de certaines zones et une uniformisation tant des mégapoles capitalistes que des centre-ville des « villes » de moindre taille. Les fermettes des petites gares, la cherté des billets et le saccage d'espaces non-urbains sont des nuisances induites par le train des turbo-cadres, le TGV.

Il existe une critique de l'inutilité sociale et écologique des différents flux de marchandises. Il existe de luttes contre le TGV et les autoroutes au Pays-Basque, contre le TAV dans le Val Susa, pour la défense de petites gare, etc.